

NON

à la coûteuse et mensongère loi sur le gaspillage de l'électricité

VOTATIONS FEDERALES DU 18 JUIN 2023

« Loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat,
sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI) »



ARGUMENTAIRE

Table des matières

1.	De quoi s'agit-il ?	3
2.	L'essentiel en bref	3
3.	Les conséquences, pour moi, de la loi sur le gaspillage de l'électricité : interdictions et coûts titanesques	5
4.	La loi sur le gaspillage de l'électricité aggravera considérablement la crise énergétique actuelle et la pénurie d'électricité	13
5.	Des surcoûts dans le domaine de l'énergie de l'ordre de 6'600 francs par personne et par an	16
5.1.	Evolution des prix de l'électricité en Suisse	16
5.2.	Coûts et conséquences extrêmes pour les réseaux suisses de distribution d'électricité	17
5.3.	Des effets imprévisibles sur l'ensemble des prix à la consommation	18
5.4.	Transition vers les carburants synthétiques = doublement du prix de l'essence !	18
5.5.	Une étude montre la multiplication par 3 du coût du « California dreaming »	19
6.	Dangereux abandon non-planifié des énergies fossiles	20
6.1.	Avis d'experts	20
6.2.	Erreurs de prévision fatales avant la votation sur la Stratégie énergétique 2050	21
7.	La rapide croissante de la consommation d'électricité ne peut être couverte par les seules énergies renouvelables	24
7.1.	Les 3 scénarios élaborés par l'EMPA	24
7.2.	Scénario EMPA n° 1 : électrification totale	25
7.3.	Scénario EMPA n° 2 : économie reposant sur l'hydrogène	26
7.4.	Scénario EMPA n°3 : approvisionnement en « écocarburants » synthétiques	26
7.5.	Production et logistique polluantes des modules solaires	27
8.	La Suisse défigurée : adieu la patrie, adieu le tourisme	28
9.	L'immigration de masse, facteur aggravant de la crise énergétique	28
10.	La Suisse fait déjà beaucoup, mais ne peut guère sauver le climat à elle seule	29
11.	L'édifiant exemple dissuasif de l'Allemagne	30
12.	Résumé et conclusion	32
13.	Affirmations des opposants : réctifications	33

1. De quoi s'agit-il ?

La présente loi est le contre-projet indirect à l'initiative dite « pour les glaciers » élaboré par l'ancienne conseillère fédérale socialiste Simonetta Sommaruga et adopté par la majorité de centre-gauche du Parlement. L'initiative elle-même provient des milieux de gauche rose-verte et a pour but la rééducation de la population via des interventions massives et des séries d'interdictions.

Le titre officiel, la « *loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, sur l'innovation et sur le renforcement de la sécurité énergétique (LCI)* », sorti de nulle part, est un titre trompeur qui induit la population en erreur ; cette loi ne renforce pas la sécurité énergétique, mais l'affaiblit considérablement.

Bien que nous manquions déjà d'électricité aujourd'hui, cette loi extrême nous conduira, de fait, à l'interdiction du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence. Cela représente 60 % de notre consommation d'énergie ! Le chauffage et la conduite automobile ne seront dès lors plus possibles qu'à l'électricité, synonyme d'une augmentation massive des besoins en électricité et des milliers de francs de coûts supplémentaires par ménage et par an ! Le paysage sera recouvert de panneaux solaires et d'éoliennes et malgré cela, il ne sera tout de même pas possible de garantir un approvisionnement sûr et abordable en hiver.

Cette transition énergétique sans plan viable est un autogoal destructeur pour la Suisse : Les prix de l'énergie vont massivement augmenter et nous manquerons quand même d'électricité, ce qui détruira nos vies, nos emplois et notre prospérité.

Pour toutes ces raisons, il est nécessaire de voter NON à cette coûteuse et mensongère loi le 18 juin 2023 !

2. L'essentiel en bref

Explosion des coûts de l'électricité

Les revenus moyens, les familles, les retraités, les hôtels, les restaurants et les commerces souffrent déjà aujourd'hui fortement des prix élevés de l'électricité et de l'énergie.

Selon une étude, la transition énergétique prévue par la loi, qui ne tient guère compte de la réalité, engendrera des coûts de quelque 387 milliards de francs au minimum, ce qui représente une augmentation de 1'400.- francs par personne et par an !

Une étude de l'EPFZ prévoit un triplement des coûts de l'énergie, ce qui représente 6'600.- francs de frais supplémentaires¹ par personne et par an ou 500.- francs par mois ! A titre de comparaison, la prime moyenne d'assurance maladie pour les adultes s'élève à 397 francs.² Avec cette loi, l'électricité et l'énergie deviendront un luxe pour les riches. L'industrie devra réduire sa production ou la délocaliser à l'étranger. Les propriétaires immobiliers devront investir

¹ 60% de notre consommation d'énergie provient de sources d'énergie fossiles ; En moyenne, la rénovation énergétique d'une maison coûte 250'000 francs ; pour l'année 2023, les prix suisses de l'électricité augmenteront en moyenne de +27% ; Le besoin d'investissement pour les réseaux de distribution d'électricité suisses s'élève à 84 milliards de francs et les tarifs d'utilisation du réseau augmentent jusqu'à 70% ; Un accumulateur domestique de 10 kWh coûte 10'000 euros.

² La forte hausse des coûts entraînera une augmentation des primes d'assurance maladie en 2023, communiqué de presse du Conseil fédéral du 27.09.2022

massivement et les loyers des logements prendront l'ascenseur ! Le 13^e salaire sera de facto dilapidé !

Une sortie sans plan viable

Cette loi extrême engendrera de fait l'interdiction des sources d'énergie telles que le mazout, l'essence, le diesel et le gaz, ce alors qu'il n'existe aucun plan pour produire suffisamment d'électricité et à prix abordable pour les voitures électriques, les pompes à chaleur, etc.

Pénurie d'électricité aggravée

Comment allons-nous remplacer environ 60 % des besoins énergétiques de la Suisse par de l'électricité ? Cela nécessiterait plus 17 centrales de pompage-turbinage comme celle de la Grande Dixence (ce qui est utopique), environ 5'000 éoliennes et 70 millions de mètres carrés de panneaux solaires.³

Dégradation de la nature

Les alternatives nécessaires à la transition prévue par la loi vont inéluctablement dégrader notre nature. Comme nous ne pouvons pas stocker suffisamment d'électricité, les besoins en hiver ne seront malgré tout pas couverts par l'énergie solaire et éolienne. La crise actuelle nous prouve également qu'on ne peut pas compter sur les importations.

La sécurité de l'approvisionnement menacée

La transition sans planification menace la sécurité de l'approvisionnement ! Nous deviendrons encore plus dépendants des conditions météorologiques et des ressources de l'étranger. Qui veut un approvisionnement énergétique sûr mise donc d'abord sur le développement de différentes sources d'énergie (sans interdictions technologiques) et peut ensuite entamer de manière fiable l'abandon des énergies fossiles.

Rééducation étatique

Cette loi est aussi une attaque contre notre démocratie directe : le Conseil fédéral pourra imposer seul des mesures extrêmes comme la rénovation coûteuse des maisons, le remplacement des chauffages au mazout et au gaz fonctionnels, l'interdiction des voitures à essence et des voyages en avion ou encore la limitation de la consommation de viande.

Autogoal destructeur pour la Suisse

Nous manquons déjà aujourd'hui d'électricité en hiver. Nous sommes déjà en situation de pénurie d'électricité. Avec l'interdiction de l'essence, du mazout, du diesel et du gaz, ainsi que l'immigration démesurée et l'arrêt des centrales nucléaires, il nous manquera au moins 40 TWh de production d'électricité d'ici 2050 ; en clair, nous n'aurons plus que la moitié de l'électricité nécessaire au fonctionnement de notre pays. Une telle politique est un autogoal destructeur pour la Suisse.

³ « Personnellement, je trouve que l'énergie nucléaire est une bonne solution - mais ce n'est pas mon message », Georg Schwarz, NZZ du 24.01.2023 ; voir aussi Future Swiss Energy Economy : The Challenge of Storing Renewable Energy, frontiers in Energy Research, Prof. Andreas Züttel, 01.02.2022

Développement du réseau

L'extension nécessaire du réseau coûtera sensiblement plus cher à chaque consommateur d'électricité dans les régions rurales que dans les centres urbains. Au total, une électrification accrue du système énergétique coûtera jusqu'à 84 milliards de francs pour l'extension du réseau. L'Office fédéral de l'énergie prévoit une augmentation des tarifs d'utilisation du réseau pouvant aller jusqu'à 70%.⁴

3. Les conséquences, pour moi, de la loi sur le gaspillage de l'électricité : interdictions et coûts titanesques

La coûteuse et mensongère loi sur le gaspillage de l'électricité impactera chacune et chacun d'entre nous de façon conséquente ; nous serons étouffés par des coûts titanesques, notre vie sera rythmée par des interdictions et des réglementations à tout-va. Voici les conséquences concrètes, pour moi, en tant que ...

<p>Salarié ordinaire</p>	<p>Les coûts de l'énergie, qui ont déjà atteint le seuil de la douleur pour beaucoup, continueront de croître ; selon la technologie utilisée, on estime que les coûts par habitant pourraient tripler. On s'attend à des coûts supplémentaires de 6'600 francs, ce qui signifie que les coûts actuels, d'environ 3'000 francs par personne et par an⁵, passeront à 9'600 francs !</p> <p>Les loyers et les logements en propriété deviendront inabordables pour les personnes à revenus modestes et normaux.</p> <p>La mobilité coûtera également extrêmement chère. Voyager ou conduire ne sera plus qu'un luxe réservé aux riches, la classe moyenne ne pouvant plus se permettre de passer des vacances en famille. La liberté de mouvement de la population sera drastiquement entravée.</p>
<p>Agriculteur</p>	<p>Les conséquences de la loi sur le gaspillage de l'électricité seront désastreuses pour les agricultrices et les agriculteurs. Les véhicules et les bâtiments ne pourront plus émettre de CO₂, ce qui veut dire que les machines agricoles, les faucheuses, les tracteurs, les camions, etc. tels que nous les connaissons aujourd'hui seront tout bonnement interdits. Les chauffages au mazout et au gaz devront également être mis hors service et remplacés à grands frais.</p> <p>De plus, l'objectif zéro net implique également que la population suisse ne pourra pratiquement plus se nourrir de viande⁶, le</p>

⁴ Conséquences d'une forte électrification et d'un développement massif de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables sur les réseaux de distribution d'électricité suisses, OFEN, 10 novembre 2022.

⁵ Combien nous coûtera une Suisse neutre en CO₂?, Laboratory of Materials for Renewable Energy (LMER), <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-87241.html>

⁶ <https://www.schweizerbauer.ch/politik-wirtschaft/agrarwirtschaft/freiwilligkeit-fuehrt-nicht-zu-netto-null/>

	<p>nombre d'animaux de rente (vaches laitières, bœufs, veaux, poules pondeuses, volailles d'engraissement, porcs d'engraissement) devant être massivement réduit.⁷</p> <p>On pourrait même craindre des interdictions de détention pour certaines espèces animales en raison des gaz à effet de serre qu'elles émettent (une vache rejette entre 70 et 120 kg de méthane par an). Il en résulterait un changement forcé d'affectation des terres, si tant est que cela soit possible. Selon la vision de la Confédération, la consommation de viande des Suisses devrait diminuer de 69%. Cela entraînera des pertes financières massives pour les agriculteurs, sans parler des conséquences pour le tourisme, si les Alpes ne sont plus « broutées » et si le paysage est défiguré par des milliers d'éoliennes ou d'installations solaires.</p> <p>Parallèlement, la sécurité alimentaire sera menacée, car de grandes surfaces arables ne pourront plus être utilisées pour la production de denrées alimentaires et l'élevage.</p>
<p>Salarié / pendulaire</p>	<p>Les travailleurs ne doivent pas seulement s'attendre à une hausse massive des coûts à sur le plan privé, mais aussi à une réduction de leur salaire, voire à leur licenciement. Les entreprises seront en effet confrontées à une hausse conséquente des coûts de l'énergie et des matériaux. Nombre d'entre elles devront donc délocaliser une partie, voire l'ensemble de leur production à l'étranger, où les coûts seront toujours moins élevés.</p> <p>L'augmentation des prix de l'énergie et des transports sera une charge de plus pour les pendulaires. Le trafic individuel motorisé sera fortement limité et le développement simultané des transports publics engloutira des sommes colossales ; un cercle vicieux dans lequel les impôts devront inéluctablement augmenter.</p>
<p>Contribuable</p>	<p>Pour atteindre l'objectif irréaliste du zéro net, des milliards de subventions et de coûteuses campagnes de rééducation seront organisées sans fin et les contribuables en feront les frais. Des hausses d'impôts massives seront inévitables.</p>

⁷ Fiche d'information sur l'agriculture et l'alimentation, Association suisse pour la protection du climat, 2020.

	<p>En outre, la compensation des émissions de CO2 pèsera sur les achats et les transactions ; c'est ce que l'on appelle déjà très officiellement le « prix du CO2 ».</p> <p>L'addition de loi coûteuse et mensongère sur le gaspillage de l'électricité s'élèvera à au moins 387 milliards de francs ; une douloureuse dont la population devra s'acquitter.</p>
Artisan	<p>L'explosion des coûts de l'énergie sera le coup de grâce pour de nombreux commerçants et artisans. Aujourd'hui déjà, les prix de l'électricité ont été multipliés par 10 par endroit.</p> <p>Parallèlement, la mise en œuvre de toutes les mesures possibles et impossibles alourdira encore davantage la bureaucratie, ce qui engendrera une charge supplémentaire pour les entreprises.⁸</p> <p>De nombreuses personnes ne sont pas conscientes de la portée de la réglementation des flux financiers, également envisagée. En effet, cela pourrait tout à fait signifier que les banques ne pourraient plus accorder de crédits aux garagistes, que les flottes de camions devraient être remplacées par des véhicules plus respectueux de l'environnement, etc. Soit ils n'obtiendraient plus de crédits, soit ils devraient s'accommoder de conditions moins favorables.</p>
Citoyen	<p>La loi sur le gaspillage de l'électricité confèrera au Conseil fédéral des pouvoirs étendus. Il pourra donc imposer seul des mesures extrêmes et édicter des interdictions et des prescriptions sans autre forme de consultation.</p> <p>La Suisse se transformera en un camp de rééducation écologiste. Les citoyennes et citoyens n'auront aucun mot à dire sur les mesures, les interdictions ou encore les éoliennes qu'on plantera devant leur porte et la démocratie directe sera fortement restreinte.</p>
Propriétaire de logement	<p>L'interdiction de facto des chauffages au mazout et au gaz nécessitera des investissements énormes. Les systèmes de chauffage fonctionnels devront être mis hors-service. Les propriétaires de logements seront contraints, lors d'une rénovation, d'installer des panneaux solaires et d'isoler complètement la maison (nouvelle structure de toit, isolation des</p>

⁸ <https://www.federatiodesentreprises.ch/actualite/steigende-stromkosten-jetzt-ueckkehr-in-die-grundversorgung-ermoeglichen>

	<p>façades, nouvelles fenêtres). En moyenne, une rénovation énergétique de cette ampleur coûte 250'000 francs ; nombreux sont les propriétaires qui ne peuvent réaliser de tels investissements et qui seront dès lors forcés de vendre leur bien.</p> <p>L'évolution actuelle au sein de l'UE montre qu'une obligation de rénovation suivra la loi sur les appareils énergivores. A l'instar des réfrigérateurs ou des fours, des classes d'efficacité énergétique globale seront introduites à l'avenir dans toute l'Europe dans le secteur du bâtiment, avec une échelle allant de « A » à « G ». Les bâtiments les moins performants seront les premiers concernés. Les bâtiments résidentiels classés G et F devront, selon les directives, être amenés au moins à la classe E par des rénovations d'ici 2030 environ. À partir du 1er janvier 2033, les bâtiments et parties de bâtiments d'habitation devront alors atteindre au moins la classe d'efficacité énergétique globale D, etc. En clair, c'est la mort de l'accession à la propriété individuelle pour le commun des mortels.</p> <p>L'électrification du chauffage sur l'ensemble du territoire nécessitera d'énormes quantités d'électricité, qui ne pourront en l'état pas être produites en quantité suffisante à l'avenir.</p> <p>Les propriétaires immobiliers doivent également s'inquiéter de l'orientation prévue des flux financiers « en faveur du climat ». En effet, les banques sont pratiquement obligées de les lier à des conditions telles que le remplacement des chauffages au mazout, la réalisation de travaux d'isolation, etc.</p>
Locataire	<p>Aujourd'hui déjà, de nombreux locataires ne peuvent plus guère payer les loyers très élevés et les charges en hausse.</p> <p>Parallèlement, les rénovations coûteuses des bâtiments qui seront prescrites feront grimper les loyers de base. Pour les locataires qui gagnent normalement leur vie, cela signifie qu'ils ne travailleront presque plus que pour payer leur logement. Il ne restera donc plus rien pour vivre.</p>
Rentier	<p>La loi sur le gaspillage de l'électricité rendra la vie et le logement des personnes âgées encore plus inabordables pour nombre d'entre elles.</p>

	<p>Les personnes âgées font partie d'une génération qui est déjà économe en matière de nourriture, de chauffage, d'éclairage, etc. La menace d'une pénurie d'électricité et l'appel à ne plus chauffer son logement qu'à 19 ou 20 degrés sont des mesures extrêmement incisives, surtout pour elles. Beaucoup sont physiquement atteintes et passent pratiquement toute la journée dans leur appartement.</p>
<p>Habitant des régions rurales et de montagne</p>	<p>Les habitants des régions rurales et montagneuses seront particulièrement impactés par la coûteuse et mensongère loi sur le gaspillage de l'électricité. Tributaires de la mobilité individuelle, ils devront supporter les coûts des lubies écologistes de luxe des citoyens qui disposent eux du tram devant la porte.</p> <p>Les stations de recharge subventionnées pour les voitures électriques arrivent en dernier dans les régions périphériques. Leur population sera massivement pénalisée par la flambée des prix du carburant.</p> <p>Le renchérissement des travaux de construction et les coûts supplémentaires liés aux technologies fossiles impacteront également beaucoup plus les régions rurales que les régions urbaines, car les salaires sont plus bas à la campagne qu'en ville.</p> <p>De grandes installations solaires et des milliers d'éoliennes défigureront notre beau paysage. Le tourisme, un facteur économique important des régions rurales, en souffrira également énormément. De nombreuses familles ne pourront plus s'offrir des vacances.</p>
<p>Automobiliste, camionneur et motard</p>	<p>Avec l'objectif de réduction de 100% des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports d'ici 2050, il est de fait inévitable que les moteurs à combustion seront interdits. Or, il est prouvé que les interdictions technologiques sont contre-productives, voire nuisibles.</p> <p>De plus, tout le monde n'a pas les moyens d'acheter une voiture électrique. Comme les prix de l'électricité continueront de croître, seuls les riches pourront conduire une voiture à l'avenir.</p>

	<p>Les petites entreprises de transport et les entreprises commerciales devront fermer, car elles ne pourront pas supporter les coûts d'investissement importants pour les véhicules électriques ou à hydrogène.</p>
<p>Acteur du secteur de l'énergie</p>	<p>La loi sur le gaspillage de l'électricité prévoit des milliards de subventions pour l'assainissement des systèmes de chauffage, alors que les délais d'attente sont déjà très longs en raison des difficultés d'approvisionnement. Les clients doivent actuellement attendre un peu plus d'un an pour obtenir une pompe à chaleur. De plus, le personnel formé est déjà insuffisant aujourd'hui.</p> <p>La loi sur le gaspillage de l'électricité rendra les mesures d'urgence telles que les coupures de courant de plus en plus probables, car la hausse des prix de l'énergie est la conséquence du manque d'offre.</p> <p>La demande d'électricité en Suisse va augmenter. Le remplacement de 60 % des sources d'énergie nécessaires, par exemple dans les transports et le chauffage, entraînera une forte augmentation des besoins en électricité.</p> <p>L'approvisionnement énergétique restera quant à lui incertain en raison de l'interdiction idéologique de certaines technologies (telles que le nucléaire).</p> <p>Nous assisterons aussi à un bétonnage intensif du paysage suisse pour l'installation de parcs éoliens et de fermes de panneaux solaires.</p>
<p>Ensemble des personnes impactées sur le plan économique</p>	<p>Pour que l'économie dans son ensemble puisse atteindre l'objectif zéro net, les entreprises ainsi que leurs produits, services et processus devront subir une transition. Pour ce faire, il faudra non seulement disposer des bons instruments financiers, mais aussi d'importants volumes d'investissement.</p> <p>La nécessité d'une vision à long terme dépasse l'horizon de la plupart des instruments financiers et fait que le rapport risque/rendement n'est pas intéressant.</p> <p>Nous pouvons également envisager la délocalisation prévisible de l'industrie sensible à l'énergie et aux coûts, ainsi que des emplois à l'étranger.</p>

	<p>Des interventions massives supplémentaires dans les processus de production entraîneront une perte de compétitivité par rapport à l'étranger.</p> <p>L'économie est tributaire d'un approvisionnement énergétique sûr et stable.</p>
Industriel	<p>Les interventions massives supplémentaires dans les processus de production entraîneront une perte de compétitivité par rapport à l'étranger. Aujourd'hui déjà, la Suisse est un îlot de cherté dans la production et ces prix seront encore augmentés par la loi.</p> <p>Un exode à l'étranger de l'industrie sensible à l'énergie et aux coûts, avec les emplois qui en dépendent, est prévisible.</p> <p>L'économie est tributaire d'un approvisionnement énergétique sûr et stable.</p> <p>Les innovations de l'économie privée auront plus de mal à s'imposer face à l'économie subventionnée par l'État. L'intervention étatique entraînera une distorsion de la concurrence et perturbera la recherche et le développement.</p> <p>Il est illusoire de vouloir contribuer en quoi que ce soit à la lutte contre le changement climatique en réglementant la durabilité de la place financière. Les compagnies pétrolières et les mines de charbon continueront d'exister même si les investisseurs suisses doivent vendre toutes leurs actions. Les entreprises industrielles déménageront dans d'autres pays.</p>
Dépendant de la logistique	<p>Le secteur des transports routiers devra faire face à une hausse massive des coûts en 2023 ; faut s'attendre à un renchérissement d'au moins 5%. Les raisons principales sont des coûts supplémentaires considérables pour le personnel ainsi que la forte augmentation des prix de l'énergie et des achats.</p> <p>Les entreprises de transport et de logistique réagissent principalement en répercutant l'augmentation des coûts sur les clients, mais souvent avec un décalage dans le temps et pas dans sa totalité.</p>
Voyageurs aériens	<p>Le transport aérien ne devra plus produire d'émissions nettes, ce qui signifie une mise en</p>

	<p>œuvre extrêmement compliquée et coûteuse des technologies à émissions négatives.</p> <p>Dans tous les scénarios, il faudra recourir à du kérosène synthétique coûteux, car les batteries sont trop lourdes pour les avions. La production de ces carburants nécessite elle aussi de l'électricité.</p> <p>La gauche caviar pourra continuer à partir en vacances à l'autre bout du monde, le simple travailleur devra rester chez lui. Les vacances seront extrêmement chères et ne seront plus à l'avenir qu'un privilège des couches les plus aisées de la société. La classe moyenne ne pourra plus s'offrir de vacances à l'étranger.</p>
Protecteur du paysage et de la nature	<p>En 2010 déjà, les défenseurs officiels du patrimoine ont communiqué sans détours, dans une prise de position intitulée « Eoliennes et protection du paysage », que « <i>la construction de tels parcs éoliens, visibles de loin, aura un impact incisif sur les paysages et les sites et [...] entraînera une dégradation des espaces paysagers et de l'environnement [...]. Combien d'éoliennes le paysage peut-il supporter ? Quand la mesure supportable pour la population sera-t-elle atteinte ? Telles sont les questions brûlantes qui restent ouvertes.</i> »</p>
Personne concernée par les nouvelles lignes à haute tension	<p>L'électrification complète nécessite un réseau adéquat dans les plus brefs délais. Les conséquences seront radicales pour le paysage (la protection du patrimoine vous salue). En outre, les installations d'alimentation électrique génèrent des rayonnements non ionisants. Les champs électriques et magnétiques sont des sous-produits inévitables du transport et de l'utilisation de l'électricité. Les nuisances les plus fortes - appelées électrosmog - se produisent à proximité immédiate des lignes à haute tension et des stations de transformation.</p>
Touriste	<p>Le secteur du tourisme, déjà fortement ébranlé, est particulièrement touché par l'évolution du prix de l'électricité. Mais les hôtels ne sont pas les seuls à être fortement touchés, tous les prestataires de services dépendant du tourisme le sont également. Jusqu'à présent, les coûts énergétiques annuels d'un chemin de fer de montagne de taille moyenne consommant un million de kilowattheures s'élevaient à 60'000 francs. Sur le marché libre de l'électricité, les</p>

	prix ont parfois été jusqu'à 10x plus élevés. Dans l'exemple de cas, à 600'000 francs. ⁹
Employé dans la recherche et le développement	Il est clair comme de l'eau de roche que des prix de l'électricité plus élevés ont un impact sur la compétitivité des secteurs et des entreprises gros consommateurs d'électricité. Mais il y a aussi des conséquences négatives pour la recherche et le développement. En effet, les dépenses plus élevées ne peuvent pas être répercutées 1:1 via des adaptations de prix. Les secteurs à forte intensité de recherche sont donc particulièrement touchés par la hausse des prix de l'électricité.
Place financière	La loi sur le gaspillage de l'électricité veut une « orientation des flux financiers compatible avec le climat ». Il en résultera des crédits plus chers pour tous, car les banques intégreront dans leurs prix les risques d'investissement difficilement estimables jusqu'en 2050. Il faut en outre s'attendre à une migration des domaines d'activité limités, voire interdits, vers l'étranger. En effet, il ne sera pas facile pour le secteur financier mondial d'éliminer les émissions de ses activités. De plus, la majeure partie de leurs émissions de CO2 provient des entreprises auxquelles elles accordent des crédits, ce qui signifie qu'elles n'exercent qu'une influence limitée sur leurs activités.

4. La loi sur le gaspillage de l'électricité aggravera considérablement la crise énergétique actuelle et la pénurie d'électricité

L'article 3 de la loi sur le gaspillage de l'électricité est clair quant à son objectif : « La Confédération veille à ce que l'impact des émissions de gaz à effet de serre dues à l'activité humaine en Suisse soit nul d'ici à 2050 (objectif zéro net). »

Il en découlera une inéluctable interdiction de facto du mazout, du gaz, du diesel et de l'essence ainsi qu'une rééducation radicale de la population suisse.

Comme il n'existe guère d'alternatives, le chauffage et la conduite automobile ne seront de fait plus possibles qu'à l'électricité et la gauche s'en réjouit : elle veut interdire les moteurs à combustion en Suisse d'ici 2035 et n'autoriser que les voitures électriques coûteuses.¹⁰ Cela aura pour conséquence une augmentation massive des besoins en électricité et une explosion des coûts ! Notre beau paysage sera défiguré par des panneaux solaires et des éoliennes géantes. Malgré cela, nous n'aurons quand même pas assez d'électricité en hiver.

Même si nous couvrons toute la Suisse d'installations photovoltaïques, l'électricité solaire reste de l'électricité volatile que l'on ne peut guère stocker. La nuit et par mauvais temps, les panneaux solaires ne produisent pas d'électricité et c'est justement

⁹ L'approvisionnement en électricité des remontées mécaniques n'a jamais été aussi difficile, htrhotelrevue du 22 septembre 2022 : <https://www.htr.ch/story/tourismus/noch-nie-war-strombeschaffung-fuer-seilbahnen-so-herausfordernd-35423>

¹⁰ Initiative parlementaire Gabriela Suter (PS) 22.450 | Interdire les nouvelles voitures équipées d'un moteur à combustion à partir de 2035 pour atteindre les objectifs climatiques dans le secteur des transports

pendant les mois d'hiver, où les nuits sont longues et le brouillard tenace, que l'électricité solaire est beaucoup trop faible et irrégulière. Tant que l'on ne pourra pas stocker suffisamment d'électricité, nous serons loin de pouvoir couvrir nos besoins avec l'énergie solaire et éolienne. L'énergie en ruban, c'est-à-dire les besoins de base en électricité, consommés chaque jour 24 heures sur 24, fait toujours défaut.

Ladite « loi sur la protection du climat » est en vérité une « loi sur le gaspillage de l'électricité » ! Cette loi aggrave la crise actuelle de l'énergie et de l'électricité et entraîne des centaines de milliards de coûts supplémentaires. Un faux contact permanent rendrait la vie quotidienne imprévisible.

Une étude du Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche (EPF/Empa) démontre l'ampleur de l'augmentation des besoins en électricité. Elle démontre que la consommation d'électricité - malgré l'augmentation de l'efficacité énergétique - augmentera sensiblement en raison de la mobilité électrique croissante, de la décarbonisation dans le secteur du bâtiment et de la numérisation progressive. Concrètement, l'Empa prévoit une augmentation de la consommation d'électricité de 25 %, soit 13.7 TWh, dans les années à venir. Outre cette augmentation de la consommation (+13.7 TWh), la mise hors service des centrales nucléaires (-24 TWh) ainsi que les pertes d'énergie hydraulique dues à l'augmentation des débits résiduels (-3.7 TWh) pèsent massivement dans la balance. Dans une étude récente, l'EPFZ prévoit même une augmentation encore plus importante des besoins en électricité, de 30 à 50 %, si l'on veut atteindre les objectifs climatiques de la Suisse.¹¹

En fin de compte, il faudra remplacer ou augmenter la production d'au moins 40 TWh d'ici 2050, et ce sans tenir compte de la croissance démographique !¹²

Concrètement : 1 térawattheure [TWh] équivaut à 1'000'000'000 de kilowattheures [kWh]. Avec 1 kWh, il est possible de griller 133 tranches de pain de mie, de se sécher les cheveux pendant 1 heure, de travailler 50 heures sur un ordinateur portable, de cuisiner 1 repas, de regarder la télévision pendant 7 heures ou de lire pendant 91 heures sous une lampe à économie d'énergie. Chaque kWh fait tourner la roue du compteur électrique.

Les CFF et les autres opérateurs ferroviaires ont consommé environ 2.3 TWh d'électricité en 2022.¹³ Cela montre clairement la quantité d'électricité qui manquera à la Suisse d'ici 2050 : 40 TWh, soit 17x les besoins annuels de l'ensemble des CFF et des autres exploitants ferroviaires !

En 2021, la production nationale d'électricité était d'environ 64 TWh, dont 18.5 TWh produits par les centrales nucléaires, soit 29% de la production d'électricité en Suisse¹⁴ et le Centre, le PS, les Vert'libéraux et les Verts veulent mettre hors service ces centrales nucléaires qui produisent de manière fiable et pratiquement sans émissions de CO2 !

En particulier pendant le semestre d'hiver, l'augmentation de la production par des sources d'électricité fluctuantes issues du soleil et du vent ne sert pas à grand-chose. En outre, un développement global de l'énergie solaire, de la géothermie et de l'énergie éolienne dans l'ordre de grandeur nécessaire (40 TWh) est totalement irréaliste en raison de facteurs d'aménagement du territoire, techniques et politiques. Pour l'instant, les seules mesures de

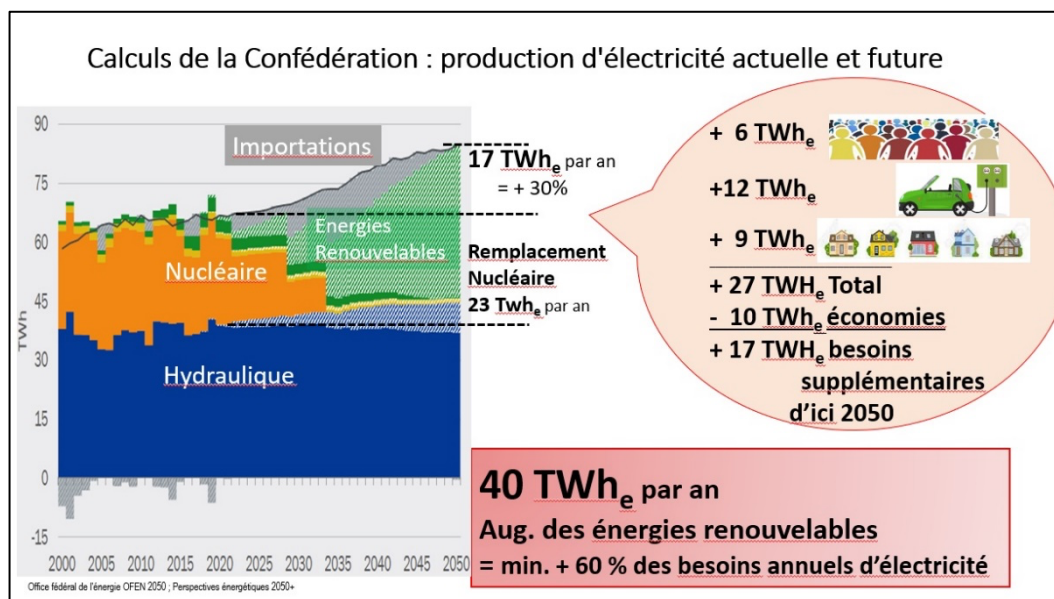
¹¹ D'où viendra l'électricité en 2050 ?, Institut Paul Scherrer : <https://www.psi.ch/de/media/forschung/woher-kommt-der-strom-im-jahr-2050>

¹² L'étude de l'EPFZ du professeur Züttel ne tient pas compte de la croissance démographique

¹³ <https://company.sbb.ch/fr/les-cff-comme-partenaire-commercial/prestations-efi/energie/consommation.html>

¹⁴ Statistique globale suisse de l'énergie 2021, OFEN, tab. 24 ; la centrale nucléaire de Beznau alimente en outre en chaleur 2600 raccordements dans l'industrie, l'artisanat, les bâtiments publics et les ménages privés via le réseau de chauffage à distance

compensation envisageables sont les centrales à gaz ou l'augmentation des importations. Cependant, les centrales à gaz émettent du CO2 et l'importation de grandes quantités d'électricité est plus qu'incertaine à l'avenir.



Le graphique ci-dessus le montre clairement : l'aveuglement en termes de politique énergétique a pour conséquence un approvisionnement énergétique insuffisant pour la moitié de la population ; bon retour à l'âge préhistorique ! En effet, l'augmentation de la population entraîne à elle seule une consommation supplémentaire de 6 TWh. Les véhicules dépendants de l'électricité ont même besoin de 12 TWh supplémentaires et l'ensemble des immeubles de 9 TWh supplémentaires et ce pour seulement 10 TWh d'économies attendues. Cela ne peut tout bonnement pas fonctionner.

On sait depuis longtemps que notre pays se dirige vers une catastrophe électrique, notamment grâce **aux études de l'EPF/Empa¹⁵ et de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP)¹⁶**. Le document de fond « pour un approvisionnement énergétique sûr, abordable et respectueux de l'environnement »¹⁷ de l'UDC Suisse, publié en novembre 2021, offre une vue d'ensemble très complète à ce propos.

L'analyse nationale des risques réalisée par l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) en 2020 cite une pénurie d'électricité de longue durée comme l'un des 3 risques majeurs pour la Suisse. La défaillance temporaire de l'approvisionnement en énergie et en électricité présente un potentiel de dommages élevé et une forte probabilité d'occurrence. Selon l'**OFPP**, une situation de pénurie d'électricité grave et de longue durée (on entend par là une pénurie d'électricité de 30% pendant plusieurs mois, qui peut survenir en Suisse en particulier en hiver) risque de provoquer de graves dommages et d'immenses pertes économiques. Au total, il faut s'attendre à des dégâts pour plus de 100 milliards de francs.

Christoph Mäder, président d'Economiesuisse, se montre très clair : « Une pénurie d'électricité serait un véritable désastre : l'absence d'électricité ou une électricité trop chère peut entraîner une pauvreté énergétique pour les ménages [et] nuire durablement à l'économie ». L'organisation faîtière de l'économie demande des priorités claires : « La

¹⁵ Une étude ETH/Empa publiée le 1er février 2022 confirme que la Stratégie énergétique ne peut pas aboutir. Le directeur de l'institut de recherche responsable se fait citer : « Nous devons donc abandonner l'idée que nous pouvons couvrir l'ensemble de nos besoins énergétiques avec de l'énergie renouvelable produite en Suisse. »

¹⁶ <https://www.babs.admin.ch/de/home/detail.nsb.html/81359.html>

¹⁷ <https://www.udc.ch/wp-content/uploads/sites/2/Positionspapier-Energie-und-Umwelt-FR.pdf>

sécurité de l'approvisionnement avant la protection du climat, puis les intérêts de la protection de la nature et du patrimoine. »¹⁸.

André Dosé, président de Swissgas, ne mâche pas non plus ses mots : « Cette crise en Suisse est en grande partie auto-infligée. Les fondations de la Stratégie énergétique 2050 reposent sur des sables mouvants. »¹⁹

Tobias Straumann, professeur d'économie, demande la construction de nouvelles centrales nucléaires : « On ne peut pas faire autrement. Nous avons besoin de beaucoup plus d'électricité et nous n'y arriverons pas avec les seules sources d'énergie renouvelables. Dans l'histoire, on n'a jamais renoncé à une source d'énergie fiable sans savoir comment la remplacer ; vouloir le faire maintenant est une erreur. »²⁰

5. Des surcoûts dans le domaine de l'énergie de l'ordre de 6'600 francs par personne et par an

L'abandon des sources d'énergie fossiles sera extrêmement coûteux. Les estimations actuelles prévoient **au moins 387 milliards de francs** de « coûts de décarbonisation », ce qui représente 12.9 milliards de francs par an, sur une période de 3 décennies. Avec 9 millions d'habitants, **chacun d'entre nous devrait donc payer 43'000 francs de plus** sur cette période, soit 1'433 francs supplémentaires par an et par personne en plus des coûts énergétiques déjà très élevés.

Mais ce n'est pas tout. Il ne faut pas oublier qu'à l'avenir, il faudra de toute façon s'attendre à des coûts énergétiques beaucoup plus élevés. **Selon le professeur de l'EPFZ Andreas Züttel, ces coûts vont plus que tripler, passant de 3'000 francs par habitant aujourd'hui à 9'600 francs par habitant et par an.**²¹

Toutes les augmentations ainsi que les nouvelles taxes et redevances qui renchériront la production d'électricité sont plus que problématiques et auront pour conséquence que :

- seuls les riches pourront encore s'offrir de l'électricité
- seuls les riches pourront se permettre d'utiliser la voiture, même pour une simple excursion
- seuls les riches pourront se payer un logement suffisamment chauffé (voir l'Angleterre et l'Allemagne au semestre d'hiver 2022, à moins que l'Etat ne subventionne une fois de plus les personnes socialement défavorisées, la classe moyenne restant celle qui devra supporter les plus fortes compensations de coûts)
- seuls les riches pourront s'offrir des vacances
- seuls les riches pourront s'offrir un week-end, par exemple à Barcelone ou à Londres
- seuls les riches pourront encore se constituer une épargne
- seuls les riches pourront encore se payer des hobbies épanouissants
- seuls les riches pourront encore aller faire du shopping

5.1. Evolution des prix de l'électricité en Suisse

Pour l'année 2023, les prix suisses de l'électricité dans l'approvisionnement de base pour les ménages augmenteront en partie fortement. C'est ce qui ressort des calculs de la Commission fédérale de l'électricité ElCom. Un ménage type paiera 26.95 centimes par

¹⁸ Communiqué de presse du 30 mars 2022 : <https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/les-cinq-piliers-dun-approvisionnement-en-electricite-sur>

¹⁹ Citation complète : « Cette crise en Suisse est en grande partie auto-infligée. Les fondations de la Stratégie énergétique 2050 reposent sur des sables mouvants. On est parti du principe qu'il n'y aurait pas de croissance démographique, que la population réduirait la consommation d'électricité. De même, lors de la votation, la mobilité électrique ne figurait pas dans les scénarios. Il s'agissait d'une réverie qui n'aurait jamais fonctionné d'une manière ou d'une autre. La guerre en Ukraine nous oblige désormais de manière drastique à changer de mentalité. » NZZ, le 07.07.2022.

²⁰ Schweiz am Wochenende, le 16.07.2022

²¹ De 3000 francs par habitant aujourd'hui à environ 4400 francs par habitant et par an dans le cas d'une économie dite de l'hydrogène, et de 3000 francs par habitant aujourd'hui à 9600 francs par habitant et par an dans le cas de « synfuels » produits à partir d'électricité verte, cf. <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-87241.html>

kilowattheure (ct./kWh, toutes valeurs médianes), ce qui correspond à une augmentation de 5.77 ct./kWh (+ 27%).²²

Concrètement, un ménage type consommant 4'500 kWh (profil de consommation dit H4 : famille de 4 personnes dans un appartement de 5 pièces avec cuisinière électrique et sèche-linge) paiera l'année prochaine **27 centimes par kilowattheure (ct./kWh), soit 5.8 ct./kWh de plus qu'en 2022. Sur une année, cela correspond à une facture d'électricité de 1'215 francs (+ 261 Fr.).**

Le cas d'un petit hôtel de montagne est édifiant ; ce dernier devait jusqu'à présent payer 5'000 francs par an pour l'électricité. **Un producteur d'électricité bernois a alors proposé un nouveau contrat annuel de 162'000 francs, soit donc un montant 32x plus élevé.**²³ De tels exemples concrets sont nombreux et l'existence de beaucoup PME est directement menacée.²⁴

Selon son nouveau contrat, la STEP du lac de Thoun doit payer 90 centimes au lieu de 15 centimes par kilowattheure. **La facture d'électricité du prestataire de services publics augmente ainsi de 3.7 millions de francs !** Ce sont les 37 communes affiliées qui doivent s'acquitter des frais supplémentaires et donc à nouveau la classe moyenne, par le biais des impôts.²⁵

Il faut également noter clairement qu'avant la guerre en Ukraine, la situation sur le marché de l'électricité était déjà dramatique et qu'elle ne sera pas résolue à long terme. Le groupe électrique Alpiq avait déjà demandé de l'aide au Conseil fédéral en décembre 2021 (le plan de sauvetage en a été la conséquence). La Russie n'a envahi l'Ukraine que plus tard, le 24 février 2022.

5.2. Coûts et conséquences extrêmes pour les réseaux suisses de distribution d'électricité

Un rapport de l'Office fédéral de l'énergie de novembre 2022 indique que **les investissements nécessaires pour une électrification accrue du système énergétique peuvent atteindre 84 milliards de francs.** Ces investissements supplémentaires d'ici 2050 entraîneront une augmentation des tarifs d'utilisation du réseau pouvant atteindre 70 %, compte tenu des quantités d'énergie modifiées.²⁶ Les coûts de construction, d'exploitation et d'entretien des réseaux électriques seront répercutés sur les consommateurs finaux via les tarifs d'utilisation du réseau, qui représentent en moyenne environ 50% du prix total de l'électricité payé par les consommateurs finaux.²⁷

Exemple pratique illustré avec un ménage de 3 personnes (maison individuelle, chauffage au mazout et chauffe-eau électrique) dans la commune de Münsingen (canton de Berne). Durant la période de facturation du 01.10.2020 au 30.9.2021, cette famille a consommé 6'743 kWh d'électricité. Les seuls coûts d'utilisation du réseau se sont élevés à 747 francs. **Une augmentation de 70% signifierait donc une augmentation de 523 francs, portant les coûts à 1'270 francs,** sans tenir compte de l'augmentation des prix de l'électricité, de l'ensemble des taxes et de la TVA, qui sont toujours indiquées séparément dans le décompte.

²² Forte hausse des prix de l'électricité en 2023, 19 septembre 2022 <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-90237.html>

²³ Gastro Journal : <https://gastrojournal.ch/home/gastronomie/energieversorgung-und-explodierende-strompreise-gastrosuisse-fordert-rasches-handeln>

²⁴ <https://www.blick.ch/wirtschaft/familienbetrieb-ottiger-in-triengen-lu-bangt-um-fortbestand-die-strompreise-bedrohen-unsere-existenz-id18259913.html>

²⁵ Choc des prix de l'électricité pour les PME - des faillites menacent-elles bientôt ? : <https://www.blick.ch/wirtschaft/stromschock-fuer-kmu-drohen-bald-konkurse-wer-jetzt-strom-einkaufen-muss-hat-effektiv-ein-problem-id17859088.html>

²⁶ Conséquences d'une forte électrification et d'un développement massif de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables sur les réseaux de distribution d'électricité suisses, OFEN, 10 novembre 2022.

²⁷ Comment se compose le prix de l'électricité ? : <https://www.energie-experten.ch/de/wissen/detail/wie-setzt-sich-der-strompreis-zusammen.html>

5.3. Des effets imprévisibles sur l'ensemble des prix à la consommation

De même, les effets du « zéro net » sur les prix à la consommation (par exemple sur les prix des denrées alimentaires) ne sont pas encore chiffrés et ne doivent pas être considérés isolément. Ce qui est clair, c'est que l'augmentation des prix de l'énergie et des coûts d'investissement renchérra inéluctablement la production et donc les prix pour les clients. En outre, il faudra s'attendre à des taxes d'incitation plus élevées dans le domaine de la mobilité (par ex. par le biais de péages routiers), souhaits qui ont déjà été exprimés.

La charge pour chaque famille variera fortement et dépendra de la situation de l'habitat et du travail. De manière générale, on peut toutefois affirmer que la charge sera nettement plus élevée pour la population rurale que pour la population urbaine, ne serait-ce qu'en raison de l'accessibilité ou de l'offre de transports publics, très différentes.

Certes, la loi-cadre vise à « soutenir les entreprises par des conseils d'experts » si elles élaborent, sur une base volontaire, des feuilles de route pour atteindre l'objectif zéro net. C'est manifestement de la poudre aux yeux ; ce soutien sur la voie du zéro net est loin d'être gratuit. La décarbonisation et les objectifs de zéro net (pour mémoire : valeur indicative du secteur industriel dans le contre-projet indirect : 50 % d'ici 2040, 90 % d'ici 2050) auront de quoi donner quelques insomnies aux PME et leurs directeurs : à combien s'élèveront les investissements obligatoires ? Quelles mesures et sanctions s'appliqueront à mon entreprise ? Comment pourrai-je atteindre les objectifs de CO2 fixés et continuer à être performant sur le plan économique ?

La loi sur le gaspillage de l'électricité devrait également donner des sueurs froides à nombre d'agriculteurs : Que faut-il encore entreprendre pour atteindre les objectifs fixés et continuer à survivre ? Les alliances climatiques ont déjà la solution dans leurs feuilles de routes : elles envisagent un changement structurel forcé par le biais d'une « agriculture solidaire » et de « coopératives de fermes biologiques ».²⁸

Nous le savons tous et cela ne fait aucun doute : Le renchérissement nous touche de plein fouet aujourd'hui ; la raison ? Avant tout, le prix de l'électricité !²⁹

5.4. Transition vers les carburants synthétiques = doublement du prix de l'essence !

Si les moteurs à combustion classiques (pétrole/diesel/essence) sont remplacés par des synfuels, c'est-à-dire des carburants synthétiques, les prix des carburants doubleront.

Il est déjà possible d'estimer grossièrement la part des véhicules électriques ou à hydrogène ainsi que la part des carburants synthétiques à l'aide des pourcentages de réduction :

- 57 % de véhicules neutres en CO2 d'ici 2040
- Objectif 2050 : 100 % de véhicules neutres en CO2

Actuellement, 4'600'000 voitures de tourisme sont en circulation, 400'000 véhicules utilitaires légers, 53'000 véhicules utilitaires lourds et 100'000 véhicules de transport de personnes. A cela s'ajoutent encore 790'000 motos. Au 30 septembre 2021, la Suisse comptait au total 6.3 millions de véhicules pour environ 8.5 millions d'habitants : avec 10 millions d'habitants en 2050, on peut s'attendre à ce qu'au moins 7 à 7.5 millions de véhicules soient en circulation !

²⁸ Fiche d'information sur l'agriculture et l'alimentation, Association pour la protection du climat

²⁹ L'inflation en Suisse passe à 3.3%, NZZ, le 13.02.2023 : <https://www.nzz.ch/wirtschaft/die-inflation-in-der-schweiz-steigt-auf-33-prozent-ld.1725804?reduced=true>

Un litre de carburant synthétique coûterait aujourd'hui environ 3.90 CHF par litre (hors taxes sur les huiles minérales).³⁰ A titre de comparaison, un litre de carburant fossile coûte aujourd'hui environ 1 franc hors taxes.

Nous pouvons supposer que ce rapport va même augmenter dans les années à venir, car la demande en carburant synthétique sera inéluctablement en augmentation. De plus, les autres carburants neutres en CO2 sont également très chers à produire :

- hydrogène (à partir du méthane) : 2 Fr./kg
- Hydrogène (électrolyse) : à ce jour entre 5 et 6 Fr./kg; 2 à 4 Fr./kg en l'an 2030; 1-2 Fr./kg en l'an 2050.³¹

Si le prix du pétrole augmente, il est compréhensible que les coûts d'exploitation des compagnies aériennes augmentent également. Le carburant utilisé aujourd'hui pour les avions, le kérosène, est en effet issu du pétrole brut. Les compagnies aériennes et les tour-opérateurs en répercutent également le coût directement sur le client. Si l'on passe brutalement aux carburants synthétiques pour les avions, les vacances ne seront bientôt plus abordables que pour les riches. Un exemple : le coût du carburant représente environ 20 à 30% des coûts pour les compagnies aériennes.³² Un vol de Zurich à New York coûte aujourd'hui environ 800 francs par personne, aller-retour. Si l'on part du principe que les nouveaux carburants coûtent 4x plus cher, cela représente une augmentation de 700 francs par voyage, soit presque un doublement du prix.³³

Cependant, la formation des prix dépend fortement du coût de l'électricité. Par conséquent, une baisse des prix n'est possible que si le prix de l'électricité diminue (ce qui est peu probable au vu de la pénurie d'électricité). Dans un tel scénario, il est beaucoup plus probable que la Suisse dépende de l'hydrogène importé ou de carburants synthétiques importés, car nous n'aurons pas assez d'électricité et les coûts de production en Suisse sont notoirement élevés. Seul l'hydrogène produit à partir de l'énergie solaire sera probablement produit en Suisse et en petites quantités, lorsque la production atteindra des pics en été.

En définitive, les prix des carburants devraient au moins doubler d'ici 2050.

5.5. Une étude montre la multiplication par 3 du coût du « California dreaming »

L'État de Californie (USA) envisage un projet de loi qui imposerait une part de 100% d'énergies renouvelables dans toutes les formes d'énergie d'ici 2045. La « Clean Air Task Force », un groupe de réflexion sur la politique énergétique basé à Boston, a récemment constaté que l'atteinte de la barre des 80% d'énergies renouvelables en Californie impliquerait des surplus massifs pendant les mois d'été, nécessitant 9.6 millions de MWh de stockage d'énergie. Pour atteindre 100%, il en faudrait 36.3 millions. L'État dispose actuellement d'une capacité totale de 150'000 MWh de stockage d'énergie (il s'agit principalement de centrales de pompage-turbinage et, dans une moindre mesure, de batteries).

Le développement des énergies renouvelables et le stockage de l'énergie, nécessaires pour atteindre les objectifs de cet État, entraîneraient une augmentation exponentielle des coûts : de 49 dollars par MWh à 50% à 1'612 dollars à 100% et ce en supposant que les batteries

³⁰ <https://www.avenir-suisse.ch/synthetische-treibstoffe-zum-preis-von-fr-2-40-pro-liter/>

³¹ <https://www.avenir-suisse.ch/synthetische-treibstoffe-zum-preis-von-fr-2-40-pro-liter/>

³² Air France augmente le prix des billets pour l'utilisation de biocarburants, FAZ, le 10.01.2022 : <https://www.faz.net/aktuell/wirtschaft/klima-nachhaltigkeit/air-france-erhoeht-ticketpreise-einsatz-von-nachhaltigem-kerosin-17725026.html#:~:text=Die%20Fluggesellschaft%20Air%20France%20will,Air%20France%20am%20Montag%20mit.>

³³ <https://www.swiss.com/lhq/ch/de/o-d/cv-cv/zuerich-new-york>

lithium-ion coûtent environ un tiers du prix actuel, ce qui est très improbable si la course au stockage par batteries continue de s'intensifier.

6. Dangereux abandon non-planifié des énergies fossiles

Près de 60% de la consommation énergétique suisse provient de sources d'énergie fossiles³⁴ et devront être remplacées au pied levé si la loi sur le gaspillage de l'électricité devait être acceptée.

6.1. Avis d'experts

« Nous devons abandonner l'idée que nous pouvons couvrir tous nos besoins énergétiques avec de l'énergie renouvelable produite dans le pays » ; « Depuis le début de l'ère industrielle, il y a un peu plus de 200 ans, la performance économique de chaque pays est liée à la disponibilité de l'énergie. »

- **Andreas Züttel, physicien et professeur EPFL**³⁵

« La stratégie énergétique de la Confédération est une irréaliste intention. »

- **Prof. Didier Sornette, EPFZ**

D'ici 2050, l'électricité solaire est sensée compenser l'électricité produite par les centrales nucléaires et répondre à la demande croissante. Le chercheur en risques estime que cette stratégie de la Confédération est techniquement et économiquement erronée.³⁶

« Le monde et la Suisse ont besoin de plus d'énergie électrique. »

- **Prof. Em. Dr. Lino Guzzella, EPFZ**

L'approvisionnement annuel futur en électricité nécessite 17 TWh supplémentaires par an ainsi que 22 TWh par an pour le remplacement des centrales nucléaires d'ici 2050, soit un total de 39 TWh par an.³⁷

« J'ai toujours pensé que la Stratégie énergétique 2050 se basait sur des projections erronées. Le constat est aujourd'hui très clair : Cette stratégie a échoué. »

- **Christoph Mäder, président d'Economiesuisse**³⁸

« Le tournant énergétique passe par le réseau électrique. L'extension nécessaire du réseau à cet effet coûtera sensiblement plus cher à chaque consommateur d'électricité dans les zones rurales que dans les centres urbains. »

- **Tobias Habegger, porte-parole des Forces Motrices Bernoises (FMB / BKW)**

Il y a en effet nettement moins de raccordements par kilomètre de réseau à la campagne sur lesquels les coûts d'extension peuvent être répartis.³⁹

« Notre avenir est dans le gaz vert. Personne n'a plus intérêt que nous à faire progresser les formes de gaz vert. Mais la dépendance vis-à-vis de l'étranger demeure. Dans le domaine de l'électricité, nous avons exactement les mêmes dépendances, mais on en parle simplement moins. Il faudra à l'avenir une combinaison de différents types d'énergie. Il est important que nous développons massivement les capacités d'électricité solaire en Suisse. Mais cela ne résoudra toutefois pas à lui seul le problème en l'hiver. Nous ne pouvons pas stocker l'électricité à grande échelle. »

- **Gasverbund Mittelland AG (GVM)**⁴⁰

³⁴ Statistique globale suisse de l'énergie 2021 : <https://www.bfe.admin.ch/bfe/de/home/versorgung/statistik-und-geodaten/energiestatistiken/gesamtenergiestatistik.html/>

³⁵ Il faudrait un nouveau barrage chaque année - en théorie, NZZ Magazin, le 05.02.2022 : <https://magazin.nzz.ch/schweiz/netto-null-ziel-jedes-jahr-eine-neue-staumauer-ld.1668369?reduced=true> ; Combien coûte une Suisse neutre en CO2 ?, communiqué de presse <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-87241.html>

³⁶ La stratégie énergétique de la Confédération est un vœu pieux, affirme un chercheur de l'EPFZ. En 2050, deux tiers de l'électricité pourraient manquer lors d'un hiver difficile, NZZ, le 07.07.2022 : <https://www.nzz.ch/wirtschaft/eth-forscher-haelt-schweizer-energiewende-fuer-wunschenken-ld.1692074?reduced=true>

³⁷ Présentation de Lino Guzzella, le 28 novembre 2022 à Berne

³⁸ « La 'Stratégie énergétique 2050' a échoué », déclare le plus haut représentant de l'économie, NZZ, le 09.09.2022 : <https://www.nzz.ch/wirtschaft/maeder-von-economiesuisse-die-energiestrategie-ist-gescheitert-ld.1701645?reduced=true>

³⁹ Le tournant énergétique crée un nouveau fossé ville-campagne en matière de prix de l'électricité, SonntagsZeitung, 12.03.2023

⁴⁰ « Unsere Zukunft liegt im grünen Gas », journal de la région bâloise, le 06.03.2023

« *Le plus gros problème des prix élevés de l'électricité est d'ordre économique.* »

- **Martin Schwab, CEO de CKW Conex AG**

« *L'évocation d'une inversion de la "mauvaise" énergie - le nucléaire et les combustibles fossiles - vers la "bonne" énergie - le photovoltaïque et les éoliennes - fait de la transition énergétique une entreprise chargée de spiritualité, une sorte de doctrine séculaire du salut. Cela l'immunise contre les doutes et les objections fondées quant à sa viabilité économique et à son caractère souhaitable pour la société.* »

- **Dr. Lukas Weber, Ingénieur en électricité EPFZ, Président du groupe de travail « Chrétiens et énergie »⁴¹**

« *Si nous voulons à l'avenir acheminer toute l'électricité solaire lors des pics de production en été, le réseau de distribution doit être multiplié par trois ou quatre.* »

- **Urs Meyer, Président de l'association Smart Grid Suisse et responsable du secteur d'activité Réseaux CKW**

Cela n'est toutefois ni réaliste, ni efficace : les coûts d'une telle extension seraient gargantuesques.⁴²

« *L'énergie nucléaire est l'un des nombreux instruments permettant d'atteindre nos objectifs climatiques, de produire l'électricité de base et d'assurer la sécurité de l'approvisionnement.* »

- **Déclaration de 11 États membres de l'UE, février 2023⁴³**

« *Pas de neutralité climatique sans matières premières critiques. Pour la transition énergétique, l'Europe a besoin de grandes quantités de matières premières auxquelles elle n'a pas encore d'accès direct. L'extraction des terres rares doit donc être accélérée.*»

- **Julian Kamasa, EPFZ⁴⁴**

« *Les réglementations et l'arbitraire politique faussent les incitations à investir. On investit in extremis là où les subventions publiques les plus élevées sont offertes. Des installations qui ne pourraient jamais exister sur le marché en raison de leur manque d'efficacité sont ainsi subventionnées. L'incertitude de planification liée à d'éventuelles modifications de la réglementation peut encore tuer les dernières incitations à l'investissement. Il convient d'analyser dans quelle mesure ces problèmes réglementaires ou d'autres ont entraîné des problèmes d'approvisionnement.* »

- **Markus Saurer, économiste⁴⁵**

6.2. Erreurs de prévision fatales avant la votation sur la Stratégie énergétique 2050

Aucune personne raisonnable ne démolit sa maison existante avant que la nouvelle ne soit construite. C'est pourtant ce qu'a fait la majorité de centre-gauche du Parlement : **elle a décidé, en 2017, d'abandonner l'énergie nucléaire sans disposer d'une alternative sûre et abordable.** Les conséquences s'en font sentir aujourd'hui : nous manquons d'électricité et les prix explosent.

⁴¹ Die Klimaangst richtet sich gegen den Menschen, NZZ, le 06.03.2023

⁴² Der Solar-Boom strapaziert das Übertragungsnetz, NZZ, le 03.03.2023

⁴³ Frankreichs Atom-Allianz gegen Deutschland, Handelsblatt, le 01.03.2023

⁴⁴ Keine Klimaneutralität ohne kritische Rohstoffe, NZZ am Sonntag, le 26.02.2023

⁴⁵ Mehr Strom statt mehr Staat, Finanz und Wirtschaft, le 11.02.2023

Lors du débat au Conseil national sur la stratégie énergétique 2014, la **conseillère fédérale de l'époque, Doris Leuthard (PDC / Le Centre), a fait de fausses et irresponsables promesses**⁴⁶ :

- « Premièrement, la sécurité de l'approvisionnement n'est pas remise en question. »
- « L'incertitude n'existe pas dans la mesure où tous les pays européens disposeront d'une production d'électricité suffisante au cours des 20 prochaines années. »
- Un ménage de 4 personnes avec une consommation moyenne d'électricité devra ainsi payer environ 40 francs de plus par an qu'aujourd'hui.⁴⁷

Ces déclarations se sont avérées fausses depuis longtemps - avec de graves conséquences. La sécurité d'approvisionnement de la Suisse est déjà remise en question cet hiver et ne pourra peut-être plus être garantie dans les années à venir. Les objectifs et les promesses de la Stratégie énergétique 2050 se sont volatilisés.

Les Etats européens font eux-mêmes face à un problème d'approvisionnement en électricité et parlent déjà de rationnement. Il est naïf de croire que l'Allemagne ou un autre pays fournira de l'électricité à la Suisse s'il en manque déjà pour lui-même.



En 2017, les autres partis se sont moqués de l'affiche « douche froide » de l'UDC. L'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard avait déclaré que les arguments et les chiffres avancés par l'UDC étaient « absurdes »⁴⁸. Aujourd'hui en revanche, plus personne ne rit et la situation est encore plus dramatique que ce que l'UDC avait prédit.

Le plus fou, c'est qu'avec la loi sur le gaspillage de l'électricité, nous répétons les mêmes erreurs que celles commises avec la Stratégie énergétique dont l'échec est manifeste !

Les conséquences sont encore plus désastreuses : Dans la crise énergétique actuelle, ces mêmes politiciens veulent en plus forcer l'abandon des sources d'énergie fossiles

⁴⁶ Débats au Conseil national, le 1^{er} décembre 2014

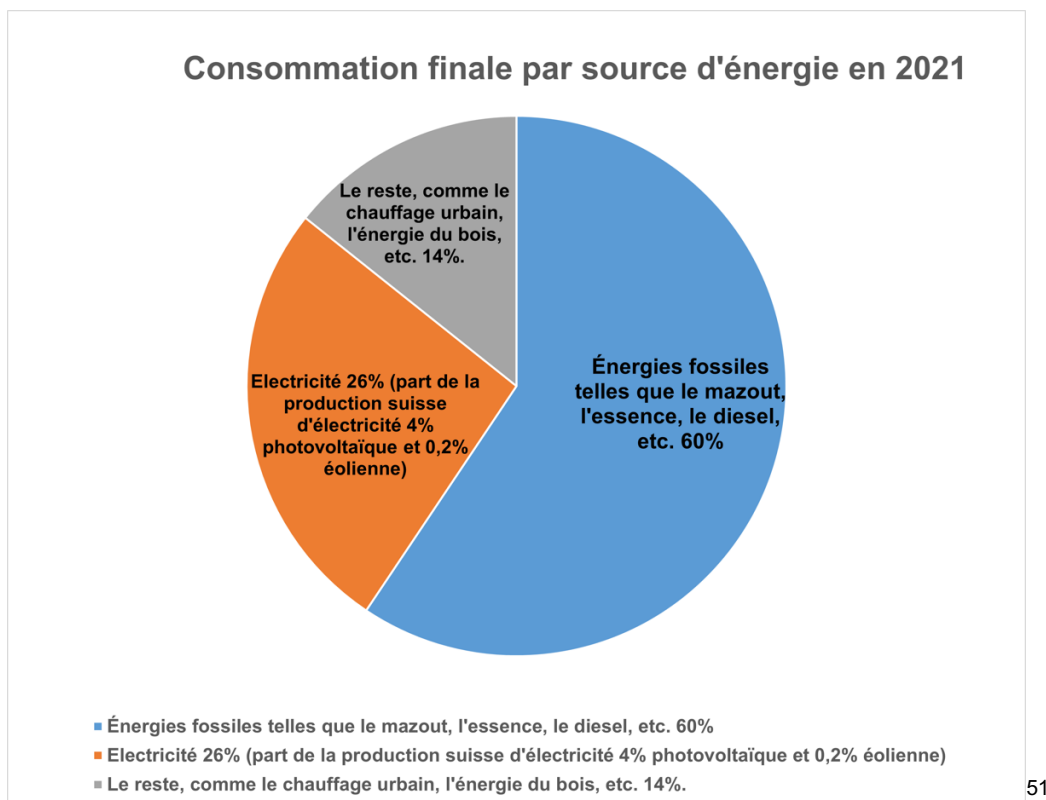
⁴⁷ Loi sur l'énergie : questions et réponses, DETEC : <https://www.uvek.admin.ch/uvek/de/home/uvek/abstimmungen/abstimmung-zum-energiegesetz/faq-energiepaket-2050.html>

⁴⁸ Aargauer Zeitung, le 30 mars 2017

comme le mazout, le gaz, le diesel et l'essence. Or, cela ne peut pas fonctionner. En effet, près de 60 % de la consommation énergétique suisse provient de sources d'énergie fossiles⁴⁹. Le centre-gauche n'a aucune stratégie pour les remplacer sans mettre notre prospérité et notre compétitivité en grand danger. Sans parler du fait que l'électrification à marche forcée fait prendre de nouvelles dimensions aux besoins en électricité.

« Dans le pire des cas, nous devons effectivement nous attendre à des coupures de courant dans certaines régions l'hiver prochain, même si ce n'est que pour quelques heures. Dans ce cas, il est certainement conseillé d'avoir suffisamment de bougies à la maison et si vous avez un poêle à bois, vous devriez vous approvisionner en bois de chauffage. »

- **Werner Luginbühl, président de la commission de l'Électricité**⁵⁰



Comme le montre le graphique, seul un quart environ des besoins énergétiques de la Suisse est couvert par l'électricité et une partie de cette électricité doit déjà être importée aujourd'hui. En outre, seuls 4 % de la production nationale d'électricité sont générés par le photovoltaïque.

Le centre-gauche met hors service les centrales nucléaires qui produisent pourtant un tiers de notre électricité. Dans le même temps, la gauche rose-verte empêche la construction de projets hydroélectriques et de parcs éoliens⁵². Elle oblige les centrales hydroélectriques à augmenter les débits résiduels, ce qui entraîne une baisse de la production d'électricité. Et maintenant, les énergies fossiles doivent, selon elle, également être interdites. Cela ne peut pas fonctionner ainsi.

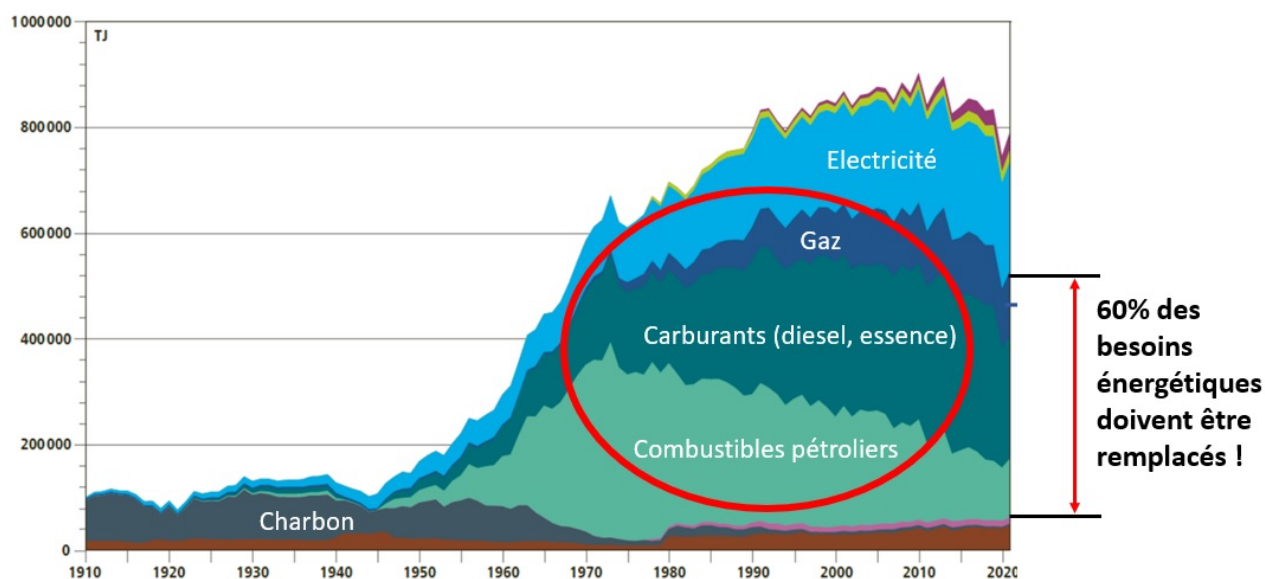
⁴⁹ Statistique globale de l'énergie, 2021 : <https://www.bfe.admin.ch/bfe/fr/home/approvisionnement/statistiques-et-geodonnees/statistiques-de-lenergie/statistique-globale-de-l-energie.html/>

⁵⁰ Approvisionnement en électricité en Suisse : quelle est le seuil critique de la situation ? NZZ, le 06.08.2022 : <https://magazin.nzz.ch/empfehlungen/der-chef-der-stromaufsicht-raet-zum-kauf-von-kerzen-und-holz-ld.1696815?reduced=true>

⁵¹ Statistique globale de l'énergie, 2021 : <https://www.bfe.admin.ch/bfe/fr/home/approvisionnement/statistiques-et-geodonnees/statistiques-de-lenergie/statistique-globale-de-l-energie.html/>

⁵² Le rehaussement urgent de 23 mètres du barrage du Grimsel est bloqué depuis 2005 par des groupes de protection de la nature : <https://www.20min.ch/story/neun-einsprachen-gegen-die-grimsel-staumauer-358715556734>

Comment remplacer 60 % de nos besoins énergétiques sans perdre notre prospérité et notre compétitivité ?



7. La rapide croissance de la consommation d'électricité ne peut être couverte par les seules énergies renouvelables

Des chercheurs de l'EMPA ont répondu à la question de savoir ce que signifie « dans la pratique » le fait que la Suisse veuille devenir climatiquement neutre. « Comment atteindre ces objectifs, que faut-il pour ce faire et combien cela coûte-t-il ? »⁵³

7.1. Les 3 scénarios élaborés par l'EMPA

Les chercheurs ont calculé trois scénarios différents et les ont comparés **aux coûts énergétiques actuels, qui s'élèvent à environ 3000 francs par an et par habitant**. Le premier défi consiste à remplacer les centrales nucléaires suisses, qui devraient être arrêtées d'ici 2050 (dans tous les scénarios). Rien que pour cela, il faut une surface de toit solaire de 16 mètres carrés par habitant. Pour chaque habitant, il faut également une batterie de stockage de 9 kWh afin de stocker l'électricité solaire récoltée pendant la journée. En outre, 4 centrales de pompage-turbinage de la taille de la centrale de la Grande Dixence (VS) sont nécessaires pour stocker l'électricité produite en été, en prévision de l'hiver. Ces hypothèses de base s'appliquent à chaque scénario.

⁵³ Combien coûte une Suisse neutre en CO₂ ? EMPA, le 17.02.22 : <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-87241.html> ; Future Swiss Energy Economy: The Challenge of Storing Renewable Energy, Andreas Züttel, Noris Gallandat, Paul J. Dyson, Louis Schlapbach, Paul W. Gilgen, and Shin-Ichi Orimo, Original Research, le 01.02.2022 : https://www.epfl.ch/labs/lmer/wp-content/uploads/2022/02/Press-release_220201.pdf



Image : Accumulateur de batterie domestique de 10 kWh, lithium LiFePO4 au sol, durée de vie : 5-10 ans, 90.6 kg, coût environ 10'000 francs, 50*17*82 cm.⁵⁴

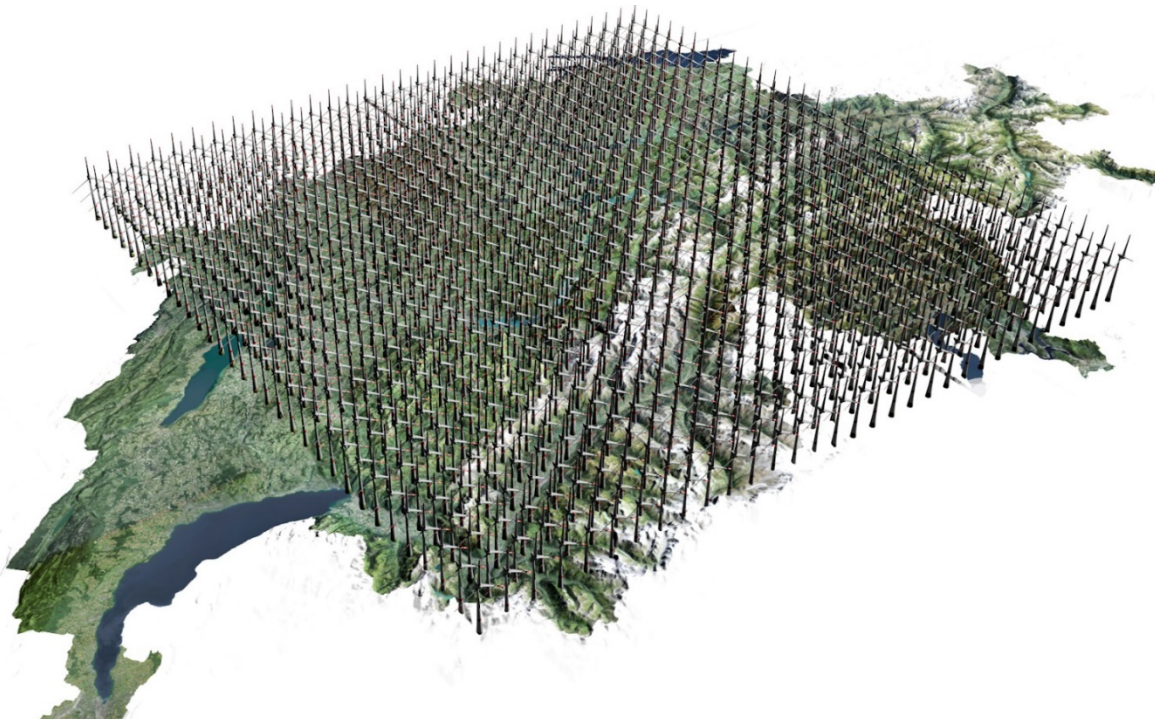
7.2. Scénario EMPA n° 1 : électrification totale

D'un point de vue purement énergétique, les chercheurs de l'EMPA estiment que la solution la plus efficace est d'électrifier l'ensemble de l'approvisionnement en énergie. Si toutes les voitures et tous les camions roulent à l'électricité et si tous les bâtiments sont chauffés par des pompes à chaleur (électriques), le besoin en électricité nécessaire à cet effet n'augmente « que » de près de 1000 watts par habitant - ce qui correspond toutefois à un doublement de la consommation actuelle (environ 800 watts par habitant). Pour produire cette quantité d'énergie, la Suisse aurait besoin de 48 mètres carrés de surface solaire par habitant (ce qui correspond à trois fois la surface de toit disponible en Suisse), en plus d'une batterie de stockage de 26 kWh par habitant et, pour le stockage été-hiver, de 13 centrales de pompage-turbinage supplémentaires de la dimension de la Grande Dixence.

turbinage supplémentaires de la dimension de la Grande Dixence.

« Si nous commençons tout de suite, nous devrions construire un nouveau barrage chaque année jusqu'en 2035. Mais nous n'avons tout simplement pas assez de vallées appropriées dans le pays pour un tel ordre de grandeur »

- Prof. Züttel, chercheur en énergie.⁵⁵



Visualisation : 1000 éoliennes

⁵⁴ <https://www.wegatech.de/ratgeber/photovoltaik/stromspeicher/uebersicht/>

⁵⁵ Combien coûte une Suisse neutre en CO2 ? EMPA, le 17.02.22 : <https://www.admin.ch/gov/de/start/dokumentation/medienmitteilungen.msg-id-87241.html> ; Future Swiss Energy Economy: The Challenge of Storing Renewable Energy, Andreas Züttel, Noris Gallandat, Paul J. Dyson, Louis Schlapbach, Paul W. Gilgen, and Shin-Ichi Orimo, Original Research, le 01.02.2022 : https://www.epfl.ch/labs/lmer/wp-content/uploads/2022/02/Press-release_220201.pdf

7.3. Scénario EMPA n° 2 : économie reposant sur l'hydrogène

Le deuxième scénario serait une économie reposant sur l'hydrogène. L'hydrogène neutre pour le climat serait produit à partir d'électricité solaire ; pour ce faire, il faudrait 116 mètres carrés de surface solaire par habitant. L'hydrogène produit en été devrait ensuite être stocké dans des cavernes souterraines à une pression de 200 bars.

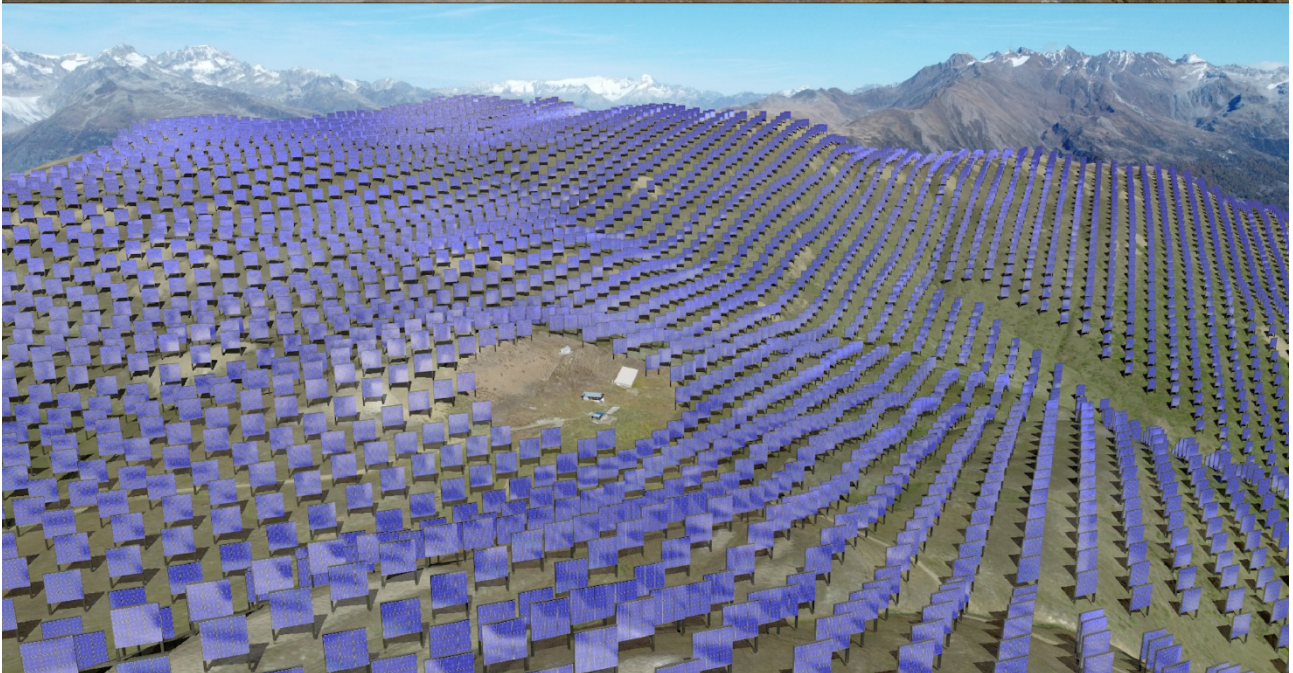
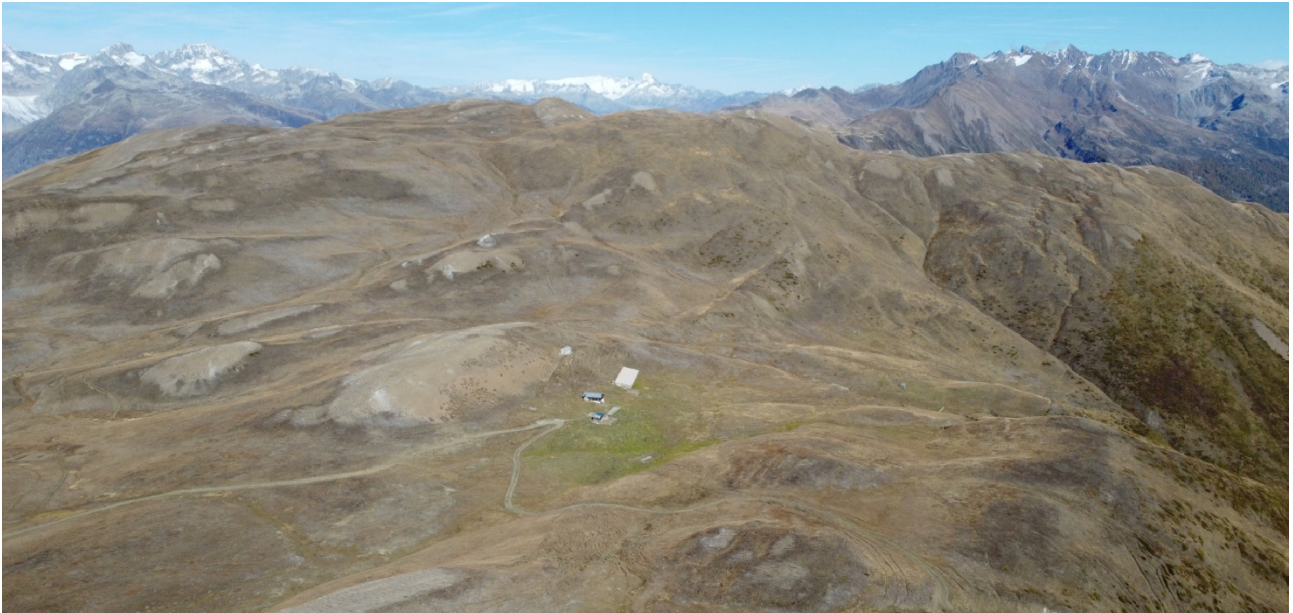
« Nous aurions besoin d'un volume de stockage de 57 millions de mètres cubes, soit environ 25 fois le tunnel de base du Gotthard »

- Prof. Züttel, chercheur en énergie

7.4. Scénario EMPA n°3 : approvisionnement en « écocarburants » synthétiques

Le troisième scénario consiste à approvisionner tout le pays en carburants synthétiques ("synfuels") à partir d'électricité verte. Pour cela, il faudrait toutefois couvrir 4.5% de la surface totale du pays avec des cellules solaires, **soit 12x plus que la surface de toit disponible aujourd'hui**, à savoir 1'857'000'000 mètres carrés de cellules solaires (1.857 milliard de mètres carrés). Une batterie de stockage de 109 kWh par personne serait en outre nécessaire pour stocker l'énorme quantité d'électricité solaire produite à midi.

→ Les objectifs de la loi sur le gaspillage de l'électricité et l'objectif zéro net sont totalement irréalistes. Les énergies renouvelables ne peuvent pas couvrir les besoins croissants en électricité et la loi sur le gaspillage de l'électricité nous conduit droit à la catastrophe. L'approvisionnement énergétique de la Suisse n'est plus garanti.



Vue par drone de l'alpage de Furgge (Grenziols Solar) avec et sans panneaux solaires.
© IG Saflichtal⁵⁶

7.5. Production et logistique polluantes des modules solaires

Environ deux tiers de tous les modules solaires proviennent désormais de Chine. La raison est simple : le gouvernement chinois subventionne les fabricants locaux qui peuvent s'imposer sur le marché mondial en cassant les prix. Une étude le montre aujourd'hui : Le bilan écologique des modules solaires chinois est désastreux.⁵⁷

« En Chine, nous avons un grand nombre de fabricants de panneaux photovoltaïques, qui sont également soutenus par le gouvernement. Mais une grande partie de la pollution vient aussi de là. », critique Huang Xianjin de l'Université de Nanjing. La raison principale du mauvais bilan environnemental des panneaux solaires chinois est le faible niveau des normes environnementales et d'efficacité et la production d'électricité principalement à partir

⁵⁶ Cf. près d'un million de modules solaires pour Grenziols, NZZ, le 15.03.2023 : <https://www.nzz.ch/schweiz/der-solarexpress-zieht-durch-grenziols-die-groesste-alpine-solaranlage-ist-machbar-ld.1730655>

⁵⁷ Les cellules solaires chinoises ont un bilan environnemental désastreux : <https://www.ingenieur.de/technik/fachbereiche/energie/chinesische-solarzellen-verheerende-umweltbilanz/>

de charbon. « Il faut beaucoup d'énergie pour produire du silicium et la Chine utilise de l'énergie provenant de sources sales et moins efficaces que l'Europe. », déclare Seth Darling, co-auteur de l'étude et chercheur à l'Argonne.

8. La Suisse défigurée : adieu la patrie, adieu le tourisme

Dans une prise de position intitulée « Installations d'éoliennes et protection du paysage », Patrimoine suisse communiquait déjà en 2010 de manière catégorique que « *la construction de tels parcs éoliens, visibles de loin, aura un impact incisif sur les paysages et les sites construits et [...] entraînera une dégradation des espaces paysagers et de l'environnement [...]. Or, la protection des paysages et des sites est tout autant d'intérêt public que la production d'électricité verte* ». Cette prise de position résume, du point de vue des défenseurs du paysage et de la nature, que les énergies renouvelables « *ne doivent pas être produites au détriment d'espaces paysagers précieux*. » Il y a 13 ans déjà, Patrimoine suisse constatait que dans ce contexte, une discussion devait avoir lieu sur des questions ouvertes : « Combien d'éoliennes le paysage peut-il supporter ? Une éolienne ne peut pas vraiment s'intégrer dans le paysage, mais peut-elle au moins s'y intégrer ? Quand la mesure supportable pour la population sera-t-elle atteinte ? Ce ne sont là que quelques-unes des questions auxquelles il faudra tôt ou tard répondre. »⁵⁸ Le moment est venu, les questions restent sans réponse.

Le secteur du tourisme, déjà fortement ébranlé, est particulièrement touché par l'évolution du prix de l'électricité. Mais les hôtels ne sont pas les seuls à être fortement touchés, tous les prestataires de services dépendant du tourisme le sont également. Les coûts énergétiques annuels d'un téléphérique de taille moyenne consommant un million de kilowattheures s'élevaient jusqu'à présent à 60'000 francs. Les prix sur le marché libre de l'électricité sont parfois jusqu'à 10x plus élevés (dans l'exemple-ci, à 600'000 francs).⁵⁹

9. L'immigration de masse, facteur aggravant de la crise énergétique

Un autre fait vient aggraver la situation : tous les efforts d'économies réalisés par la population suisse sont réduits à néant par l'immigration de masse. **Chaque immigré est un consommateur d'électricité supplémentaire.** Même la coûteuse et mensongère loi sur le gaspillage de l'électricité élude l'immigration dans ses calculs et fixe des objectifs et des exigences qui ne tiennent pas compte de l'importante croissance démographique y relative.

La perfidie de cette politique de l'autruche a pour conséquence que la Suisse punit sa propre population à coups de taxes, d'interdictions et de mesures d'austérité tout en passant soigneusement sous silence le lien entre l'immigration et la consommation d'énergie.

Pourtant, la Suisse a déjà fait beaucoup : la consommation d'électricité par habitant a baissé de 10.3 % depuis 2001. L'industrie a également réduit sa consommation de 5.9 %. Malgré cela, les besoins en électricité ont globalement augmenté et la raison est claire : l'immigration de masse incontrôlée. Au cours des 20 dernières années, environ 1.4 million de personnes supplémentaires ont immigré en Suisse. Ces personnes ont aussi besoin d'électricité, de conduire une voiture et de vivre dans un logement chauffé.

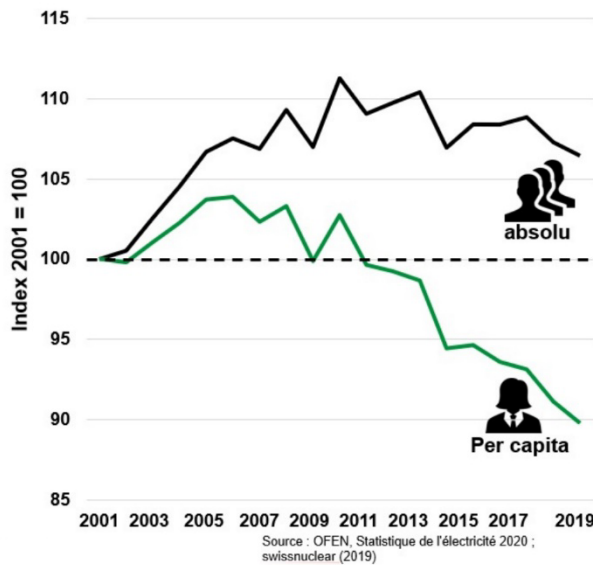
➔ **L'immigration de masse est aujourd'hui le principal moteur de l'augmentation des besoins en électricité. Bientôt, ce sera l'objectif zéro net de la loi sur le gaspillage de l'électricité.**

⁵⁸ Installations d'éoliennes et protection du paysage : prise de position, PatrimoineSuisse :

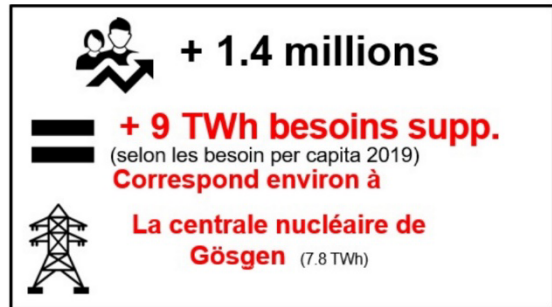
https://www.patrimoine-suisse.ch/fileadmin/downloads/02_unsere_themen/umwelt_und_nachhaltigkeit/prise-de-position-eoliennes.pdf

⁵⁹ L'achat d'électricité pour les remontées mécaniques n'a jamais été aussi difficile, htrhotelrevue, le 22.09.2022 : <https://www.htr.ch/story/tourismus/noch-nie-war-strombeschaffung-fuer-seilbahnen-so-herausfordern-35423>

Electricité et immigration nette



2001 à 2019:



10. La Suisse fait déjà beaucoup, mais ne peut guère sauver le climat à elle seule

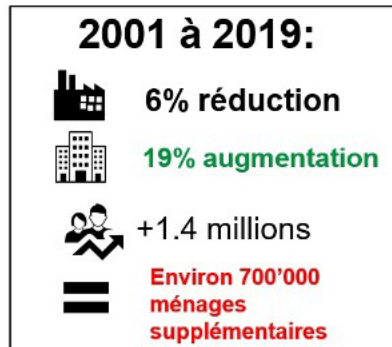
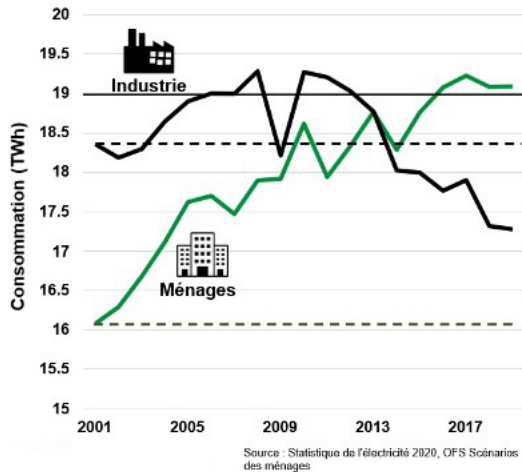
La loi sur le gaspillage de l'électricité est coûteuse, dangereuse et mensongère. Elle coûtera aux Suisses des centaines de milliards de francs, sans avoir le moindre impact sur le climat mondial.

En effet, les émissions totales de CO₂ en Suisse ne représentent que 1/1000 (1 millième) des émissions mondiales de CO₂, soit 0.1%.

En outre, la Suisse a réduit ses émissions de CO₂ par habitant d'environ 20% au cours des 10 dernières années, malgré une croissance démographique massive. La poursuite de cette évolution permettrait de réduire de moitié les émissions de CO₂ de 1990 d'ici 2030. L'engagement d'efficacité de notre pays par rapport à l'Accord de Paris est ainsi dépassé.

Les chiffres le prouvent : Notre pays est sur la bonne voie en termes de politique climatique. Une nouvelle loi-cadre avec des pleins-pouvoirs le gouvernement et des coûts exorbitants pour la classe moyenne serait dangereuse.

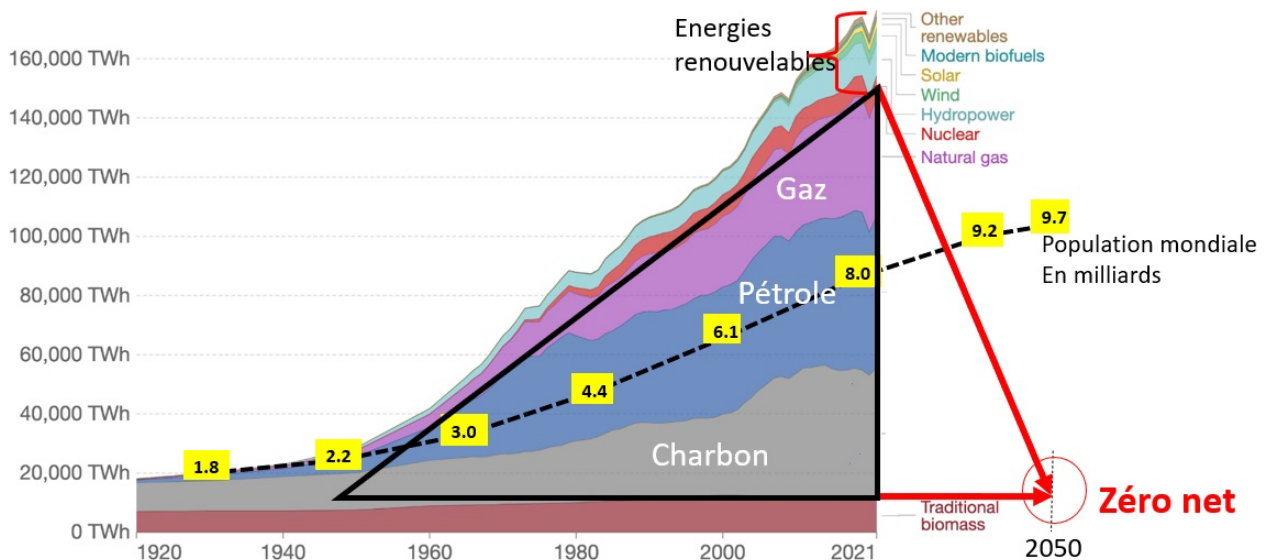
Electricité: industrie vs. ménages



La croissance démographique est le principal facteur de l'augmentation des besoins en électricité

C'est frappant : la forte augmentation de la population a entraîné une hausse massive de la consommation d'électricité des ménages. Dans le même temps, l'industrie a pu réduire considérablement sa consommation.

Consommation annuelle d'énergie dans le monde



Source: Our World in Data based on Vaclav Smil (2017) and BP Statistical Review of World Energy

OurWorldInData.org/energy · CC BY

Le graphique est clair comme de l'eau de roche : la Suisse ne peut pas sauver le climat mondial. Le charbon, le pétrole et le gaz restent les principales sources d'énergie en Asie et dans d'autres régions du monde. Il ne faut pas se faire d'illusions.

11. L'édifiant exemple dissuasif de l'Allemagne

Le ministre allemand de l'Environnement Jürgen Trittin a dit en 2004 : « *La promotion des énergies renouvelables ne coûtera qu'un euro par mois à un ménage, soit autant qu'une boule de glace.* »⁶⁰ Cette promesse du ministre écologiste rappelle fortement les fausses déclarations de l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard (PDC/centre) sur la Stratégie énergétique 2050 (40 francs de coûts par ménage et par an). On le voit aujourd'hui : l'Allemagne, qui a initié le tournant

⁶⁰ L'Allemagne n'est pas le bon modèle en matière de transition énergétique, NZZ, le 04.05.2017 : https://www.nzz.ch/wirtschaft/energiepolitik-das-falsche-vorbild-deutschland-ld.1290233?s_kwid=AL%216521%213%21517772756059%21%21%21q%21%21&qclid=Cj0KCQiw8e-qBhD0ARIsAJiDsawTvcnuqym2qJgvetKml782zm7sLR7FogLszZ6zIIZHziJ73MqpJ40aAhjSEALw_wcB&trco=19001541-05-18-0001-0005-009741-00000000&reduced=true

énergétique - avec le gaz comme charge de base - a lamentablement échoué. Les prix explosent, les centrales nucléaires ont été progressivement arrêtées, mais près d'un tiers de l'électricité allemande provient de centrales à charbon. Une vraie folie.

Selon une étude, le tournant énergétique a coûté à l'Allemagne environ 150 milliards d'euros jusqu'en 2015. D'ici 2025, ce montant pourrait dépasser les 500 milliards d'euros, si l'on tient compte de l'extension nécessaire des réseaux de distribution et de transport.⁶¹

Le politicien allemand Michael Kretschmer (CDU) estime que le tournant énergétique allemand est un « échec »⁶² et une bombe incendiaire pour la prospérité de son pays : il n'y a pas d'alternative à produire simplement plus d'électricité à partir du vent et du soleil. **Entre-temps, l'explosion des prix du gaz et de l'électricité constitue « une menace » pour la place économique.** Un pays industriel tel que l'Allemagne - tout comme la Suisse - ne peut fonctionner qu'avec un approvisionnement énergétique sûr et abordable.

Les Allemands paient aujourd'hui le deuxième prix le plus élevé au monde pour l'électricité, notamment en raison des impôts, taxes et redevances élevés des gestionnaires de réseau.⁶³

Prix de l'électricité (international) Ménages privés, juin 2022	Centimes par kWh
Danemark	49.6
Allemagne	48.9
Pays-Bas	32.0
Portugal	25.0
Japon	23.3
Suisse	21.6
France	20.1
Pologne	16.7
USA	16.1
Russie	5.7

Exemple de calcul : un ménage moyen en Suisse consomme 5'000 kWh par an.⁶⁴ Selon le tableau, cela correspond à **une facture d'électricité de 1'080 francs. Un ménage allemand paie déjà 2'445 francs pour la même consommation.**

Après l'abandon planifié du charbon (31.4 % de la production d'électricité en 2022 seulement), l'approvisionnement en électricité en Allemagne doit être neutre en termes de gaz à effet de serre. C'est ce que prévoit la « loi sur le développement des énergies renouvelables » (en abrégé : EEG).⁶⁵ Cette sortie est illusoire. Reiner Haseloff, ministre-président de la CDU de Saxe-Anhalt, a déclaré à ce sujet en mars 2023 : « Si l'alternative consiste à importer de l'électricité à base de charbon de Pologne ou de l'électricité nucléaire de France, je dois alors me demander si cela peut être une réponse éthique et, disons, une réponse fondée sur des valeurs que nous portons tous face à la problématique actuelle. »⁶⁶ Pour rappel : d'ici 2030, au moins 80% de l'électricité consommée en Allemagne devra provenir d'énergies renouvelables.⁶⁷ La part des énergies renouvelables devrait donc presque doubler en moins de 7 ans. Le problème de l'électricité en ruban sera encore plus grand, personne ne sait comment l'énergie de base sera assurée sans le gaz et le nucléaire, ce d'autant plus que la sortie du nucléaire, qui représente 6.5 % de la production brute d'électricité en Allemagne, a été décidée.

En regardant notre voisin, nous savons aujourd'hui que :

⁶¹ Les coûts de l'électricité EEG & Co. font grimper les coûts de la transition énergétique à 520 milliards d'euros, le 10.10.2016,

<http://www.insm.de/insm/presse/pressemeldungen/pressemeldung-studie-eeeg>

⁶² « Faire tourner des centrales au lignite, c'est de la folie », Der Spiegel le 01.08.2022, <https://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/michael-kretschmer-sachsens-ministerpraesident-haelt-energie-wende-fuer-gescheitert-und-fordert-akws-statt-kohle-zum-gas-ersatz-a-daeb7d0e-dad5-458e-adae-ec424a5fb1d1>

⁶³ Prix de l'électricité pour les ménages privés, juin 2022 : https://de.globalpetrolprices.com/electricity_prices/

⁶⁴ Fiche d'information, SuisseEnergie, Office fédéral de l'énergie OFEN, août 2021: <https://pubdb.bfe.admin.ch/de/publication/download/10559>

⁶⁵ https://www.gesetze-im-internet.de/eeeg_2014/

⁶⁶ Sortie anticipée du charbon à l'Est : Haseloff : les plans des Verts « totalement illusoires », zdf heute, le 18.03.2023 : <https://www.zdf.de/nachrichten/politik/gruene-kohle-ausstieg-ostdeutschland-2030-100.html>

⁶⁷ <https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/klimaschutz/novelle-eeq-gesetz-2023-2023972>

1. L'Allemagne a les prix de l'électricité parmi les plus élevés du monde ;
2. La crise énergétique a rendu l'Allemagne encore plus dépendante du charbon pour la production d'électricité⁶⁸ ;
3. L'Allemagne est dépendante des importations d'énergie de l'étranger : Selon Eurostat, la part des importations nettes dans la consommation d'énergie s'élevait à 64% en 2021⁶⁹ ;
4. Les périodes de faible ensoleillement ont un impact important sur la production d'énergie solaire⁷⁰ ;
5. Une augmentation de l'énergie éolienne, aussi forte soit-elle, ne s'accompagne pas toujours d'une augmentation de l'alimentation en électricité ; la Rhénanie-Palatinat en a fait l'expérience. Bien que le Land ait augmenté ses capacités de production éoliennes de 14%, l'alimentation en électricité a même légèrement diminué. Pour cause : il y avait moins de vent que les années précédentes⁷¹ ;
6. Certes, certains pays veulent se spécialiser dans le stockage de l'électricité produite par des sources d'énergie très fluctuantes comme l'éolien ou le photovoltaïque. Mais, tout comme en Suisse, le problème n'est pas encore résolu. En Suisse, il faudrait pour cela construire 30 centrales de pompage-turbinage de la taille de celle du Grimsel, ce qui est totalement illusoire ;
7. Tous les pays basent leurs calculs sur une baisse de la consommation d'électricité, soit l'« efficacité ». La manière dont la consommation (nette) devrait effectivement continuer à baisser d'ici 2050 n'est absolument pas claire, d'autant plus que l'électrification des transports, des chauffages et la numérisation entraînent une augmentation massive des besoins en électricité.

Les propriétaires (et locataires) de biens immobiliers allemands devront faire face à de grands défis financiers. Car le 14 mars 2023, la prochaine étape a déjà été décidée : **Le Parlement européen s'est mis d'accord sur les principes d'une rénovation obligatoire des bâtiments**⁷². Cela signifie, outre une perte de valeur dramatique pour les bâtiments anciens, des coûts presque inabornables pour la rénovation des bâtiments. **Ces coûts peuvent rapidement atteindre des sommes à 6 chiffres**, comme l'a précisé Radtke, membre de la CDU, sur Twitter : « *Nous parlons de coûts compris entre 190.000 et 340.000 euros pour une maison individuelle de 140 mètres carrés* »⁷³ **De nombreux Allemands craignent pour leur logement.**⁷⁴ L'objectif zéro net de la loi sur le gaspillage de l'électricité va exactement dans le même sens. L'assainissement moyen d'un bâtiment en Suisse coûte environ 250'000 francs. Conséquence : les loyers seront encore plus élevés, l'accès à la propriété sera encore plus cher et de nombreux propriétaires ne pourront même pas se permettre d'assainir leur maison.

12. Résumé et conclusion

La loi sur le gaspillage de l'électricité est coûteuse et mensongère. Elle entraînera une augmentation massive des besoins en électricité, alors que nous en manquons déjà aujourd'hui. Les coûts de l'objectif « zéro net » inscrit dans la loi seront titanesques et s'élèveront à **plusieurs centaines de milliards de francs**. Les personnes à revenu ordinaire, la population rurale, l'artisanat et les familles sont particulièrement impactés.

Une étude de l'EPFZ prévoit un triplement des coûts énergétiques : cela représente **une augmentation de 6'600 francs par personne et par an !** Avec cette loi, conduire une voiture et voyager deviendront un luxe réservé aux riches. L'industrie devra limiter sa

⁶⁸ La part du charbon dans l'électricité augmente à un tiers, Tagesschau, le 09.03.2023 : <https://www.tagesschau.de/wirtschaft/stromerzeugung-windenergie-kohle-solar-erdgas-atomstrom-101.html>

⁶⁹ EuropeDépendance énergétique de l'UE à 56 % en 2021, Statistisches Bundesamt : <https://www.destatis.de/Europa/DE/Thema/Umwelt/Energie/Energieabhaengigkeit.html#:~:text=Die%20AG%20Energiebilanzen%20weist%20f%C3%BCr,Stand%3A%2028.02.2023>

⁷⁰ L'impact du black-out sur la transition énergétique allemande, 15.02.2022 : <https://www.deutschlandfunk.de/dunkelflaute-erneuerbare-energien-kohleausstieg-100.html>

⁷¹ Le tournant énergétique a échoué, FAZ, le 16.03.2012 : <https://www.faz.net/aktuell/politik/harte-bretter/jeder-denkt-es-keiner-sagt-s-die-energiewende-ist-gescheitert-11685666.html>

⁷² Obligation d'assainissement de l'UE : ce que les propriétaires doivent savoir, Das Haus, le 21.03.2023 : <https://www.haus.de/news/eu-sanierungspflicht-das-muessen-hausbesitzer-wissen-di-36549>

⁷³ Choc des coûts pour les propriétaires ? Après le coup de filet immobilier de l'UE, Habeck doit prendre une décision de grande portée, Focus le 23.03.2023 :

https://www.focus.de/immobilien/kosten-schock-eu-zwangssanierung-von-gebaeuden-was-jetzt-auf-hausbesitzer-zukommt_id_188400901.html

⁷⁴ <https://www.bild.de/bild-plus/news/inland/news-inland/sanierungs-wahnsinn-deutsche-haben-angst-um-ihr-zuhause-83261626.bild.html>

production, voire la délocaliser à l'étranger. Les propriétaires immobiliers devront investir massivement et les loyers des logements augmenteront inéluctablement !

Cette loi extrême conduira à **l'interdiction des sources d'énergie telles que le mazout, l'essence, le diesel et le gaz** et cela sans plan pour produire suffisamment d'électricité et à prix abordable pour les voitures électriques, les pompes à chaleur, etc.

Cet abandon non planifié mettra en **danger** notre sécurité d'approvisionnement ! Qui veut un approvisionnement énergétique sûr mise d'abord sur le développement de différentes sources d'énergie (sans interdictions technologiques) et peut ensuite envisager de manière fiable l'abandon des énergies fossiles.

Cette loi est aussi une attaque contre notre démocratie directe : **le Conseil fédéral pourra imposer seul des mesures extrêmes** comme la rénovation coûteuse des maisons, le remplacement des chauffages au mazout et au gaz fonctionnels, l'interdiction des voitures à essence, des voyages en avion ou de la consommation de viande.

La loi sur le gaspillage de l'électricité implique l'abandon de la politique énergétique constitutionnelle, qui a pour mission d'assurer un approvisionnement « diversifié, sûr, respectueux de l'environnement et abordable », c'est-à-dire à un prix avantageux.

Ces principes ont largement contribué à faire de la Suisse l'un des pays les plus riches et les plus compétitifs du monde. L'approvisionnement énergétique étant indissociable de la prospérité de notre pays, toute attaque contre notre approvisionnement énergétique éprouvé est inévitablement **une attaque contre la prospérité de la Suisse**.

→ Si vous voulez que la Suisse dispose à l'avenir d'une énergie suffisamment sûre et abordable et que notre prospérité soit préservée, vous devez voter NON à cette coûteuse et mensongère loi le 18 juin 2023.

13. Affirmations des opposants : réctifications

« La loi fédérale sur les objectifs en matière de protection du climat, l'innovation et le renforcement de la sécurité énergétique renforce la sécurité énergétique. Pourquoi vous opposer à cela ? »

Les conséquences de la loi sont exactement l'inverse : l'électrification forcée entraînera un manque d'électricité d'au moins 40 TWh (consommation nationale 2021 : 58 TWh), qui affaiblira gravement la sécurité énergétique, car près de 60 % de la consommation d'énergie en Suisse provient de sources d'énergie telles que l'essence, le mazout, le gaz et le diesel.

« Jürg Grossen affirme que la politique énergétique de ces dernières années a échoué. La faute en revient aux hypocrites milieux de droite qui ont activement entravé et freiné le développement des énergies renouvelables pendant des années. » (Commentaire de Jürg Grossen du 17.02.2023 dans la NZZ)

La politique énergétique actuelle ne fonctionne tout simplement pas. L'Allemagne a les prix de l'électricité parmi les plus élevés au niveau international, bien que les énergies renouvelables aient été subventionnées à coups de centaines de milliards d'euros. L'Allemagne arrête ses centrales nucléaires, mais doit utiliser 30 à 40% d'électricité produite

à base de charbon pour assurer son approvisionnement énergétique. L'Allemagne est un exemple qui montre que les investissements unilatéraux et les interdictions technologiques conduisent à une situation de pénurie et à une hausse massive des prix.

« Seuls des négationnistes climatiques irresponsables peuvent être convaincus que l'on peut rejeter la LCI. Ils se moquent de l'avenir de nos enfants et de la fonte des glaciers. »

Si l'on se soucie de l'avenir des enfants, alors il faut rejeter systématiquement la loi sur le gaspillage de l'électricité ! La conséquence directe de la décarbonisation précipitée est une énorme pénurie d'électricité, une économie réduite en poussière, des prix à la consommation imprévisibles et donc un avenir de pauvreté pour nos enfants. Aucune personne raisonnable ne démolit son ancienne maison avant que la nouvelle ne soit construite. Nous devons d'abord veiller à produire suffisamment d'électricité et à stocker l'énergie, puis nous attaquer ensuite à la sortie ordonnée des énergies fossiles.

« La loi sur la protection du climat renforce l'industrie nationale, par exemple via des subventions pour le remplacement des chauffages à énergie fossiles. La valeur ajoutée reste ainsi dans le pays, au lieu que des milliards de francs soient versés chaque année pour le pétrole et le gaz dans des États voyous comme la Russie ou l'Arabie saoudite. »

L'industrie locale n'a pas besoin d'être renforcée par l'État puisqu'elle tourne déjà à plein régime. L'installation de pompes à chaleur fait face à de longs délais d'attente en raison des retards de livraison et du manque de main-d'œuvre qualifiée et il en va de même pour les installations solaires. L'argument de la valeur ajoutée qui reste dans le pays est un non-sens économique, sinon, tout commerce extérieur serait par définition néfaste. Dans une économie de libre marché, les acteurs du marché savent eux-mêmes ce qui leur apporte le plus de valeur ajoutée – en l'occurrence, le commerce international. La Chine contrôle la majeure partie de la production d'installations solaires et de terres rares (nécessaires entre autres pour la mobilité électrique).

« Il est important d'inscrire dans la loi sur la protection du climat le renoncement aux combustibles fossiles à partir de 2050, afin que l'objectif général soit clair et que l'économie puisse s'y préparer. »

Une économie libre est capable de s'adapter rapidement à de nouvelles situations et de fournir des produits demandés, même sans directives de l'Etat. Avec la loi sur la protection du climat, on poursuit plutôt une tactique du salami : On commence par obtenir l'accord de la population sur le « vertueux » objectif zéro net, sans préciser à quelles conditions ni à quel coût il doit être atteint. Ensuite, des mesures de plus en plus sévères sont progressivement mises en œuvre, en se référant à chaque fois au oui du peuple à l'abandon des combustibles fossiles.

« L'objectif zéro net d'ici 2050 doit être atteint à tout prix, sinon le changement climatique nous coûtera très, très cher. »

Pour atteindre l'objectif zéro net d'ici 2050, il faudrait imposer une économie de guerre rigide avec des rationnements énergétiques sévères. Sur le plan international, cela entraînerait probablement un effondrement de l'économie, la pauvreté et la faim. En revanche, il est possible de se protéger contre de nombreuses (éventuelles) conséquences négatives du changement climatique à un coût relativement faible. Ainsi, le nombre de décès dus à des

catastrophes naturelles liées au climat a déjà diminué de 98% au cours des 100 dernières années. Les économistes du climat ne sont pas du tout d'accord sur les conséquences financières du changement climatique par rapport à une politique climatique forte. Le prix Nobel William Nordhaus est ainsi arrivé à la conclusion qu'il serait économiquement préférable d'autoriser un réchauffement jusqu'à 3 degrés Celsius.⁷⁵

« On ne peut pas parler d'échec de la Stratégie énergétique. La raison des problèmes actuels d'approvisionnement en électricité n'est pas un échec de la politique suisse, mais le déclenchement de la guerre en Ukraine. »

La guerre en Ukraine et les pénuries d'énergie qui ont suivi en Europe n'ont fait que mettre en lumière plus rapidement l'échec fondamental de la politique énergétique de la Suisse. Avant même que la guerre n'éclate, les pénuries d'électricité étaient déjà un sujet de préoccupation. La Suisse doit craindre pour sa sécurité électrique, car les importations d'électricité et l'approvisionnement d'éventuelles centrales à gaz sont devenus douteux. L'échec réside dans le fait que le pays n'a pas su, au cours des dernières décennies, développer de manière adéquate son infrastructure de production d'électricité et planifier à temps le remplacement de la génération actuelle de centrales nucléaires.

« C'est la faute des partis de droite si nous sommes confrontés à une crise de l'électricité ; ils ont empêché ces dernières années un développement accéléré des énergies renouvelables. »

La crise actuelle de l'électricité provient en effet du fait que l'infrastructure électrique n'a pas été développée de manière adéquate. Mais la raison principale réside dans le fait qu'aucune autre centrale nucléaire n'a pu être construite au cours des dernières décennies en raison de l'opposition de la gauche rose-verte. Cette alliance écologiste s'est réjouie de la fermeture de la centrale nucléaire de Mühleberg, une centrale sûre et en état de marche qui fournissait de manière fiable environ 5% de l'électricité suisse, soit 3'000 gWh.

En contrepartie, la Suisse est devenue dépendante des importations d'électricité. A cela s'ajoute le fait que des écologistes, pour la plupart de gauche, bloquent la construction (ou l'extension) urgente de centrales hydroélectriques en multipliant les oppositions. En revanche, l'extension des énergies renouvelables a été encouragée à grand renfort d'argent public dans toute l'Europe ces dernières années : Les subventions élevées pour l'éolien et le solaire ont longtemps faussé les prix de l'électricité et entraîné une chute des prix dans toute l'Europe, avec pour conséquence que l'on n'investissait plus guère dans les grandes centrales.

« Une utilisation efficiente permettrait de réduire la consommation d'électricité de 40%. C'est plus d'électricité que toutes les centrales nucléaires réunies. »

Ce potentiel d'économie n'existe qu'en théorie, car il n'est jamais possible de faire en sorte que tous les appareils électriques soient à la pointe de la technologie. Différents spécialistes (comme le Centre de compétence suisse pour la recherche énergétique dans le domaine de la mise à disposition d'électricité) estiment toutefois que la consommation d'électricité en Suisse augmentera d'au moins 30 à 50 % d'ici 2050 en raison de l'électrification et de la décarbonisation. Il est même parfois question d'un doublement. Et cela tient déjà compte des gains d'efficacité possibles.

⁷⁵ <https://blogs.faz.net/fazit/2019/06/02/wie-teuer-ist-der-klimaschutz-10737/>

« En construisant des installations solaires (en particulier dans les Alpes) et des éoliennes, nous pouvons résoudre les problèmes d'approvisionnement et faire en sorte que la Suisse ait suffisamment d'électricité même après la fin du nucléaire. »

Pour produire suffisamment d'électricité solaire en termes purement quantitatifs afin de remplacer les centrales nucléaires et de permettre la décarbonisation, il faudrait recouvrir des millions de mètres carrés de panneaux photovoltaïque, ce qui est impossible. La Suisse n'est pas non plus un pays de vent, de sorte qu'il faudrait des milliers d'éoliennes géantes pour produire une quantité considérable d'électricité. Vu l'opposition de la population à de telles installations, cela aussi est illusoire. Les installations solaires et éoliennes ne sont en outre pas en mesure de garantir un approvisionnement en électricité fiable ; lorsque le soleil ne brille pas et que le vent ne souffle pas, l'électricité fait défaut. Les installations solaires alpines produisent peut-être un peu plus d'électricité en hiver que celles situées dans les plaines brumeuses, mais elles ne produisent pas non plus d'électricité en cas de mauvais temps et pendant les longues nuits d'hiver.

« Il existe suffisamment de possibilités de stockage pour conserver l'énergie excédentaire et combler ainsi la pénurie d'électricité en hiver. Cela peut se faire avec des batteries de voiture, avec l'extension des barrages, une gestion habile des réserves hydroélectriques et la production d'hydrogène ou de méthanol (Power-to-X). »

Aucune des possibilités mentionnées ne permet de résoudre, même partiellement, le problème de l'électricité en hiver. Les batteries (y compris les batteries de voiture) ne peuvent pas apporter une contribution notable en termes de quantité. Les lacs de rétention sont déjà vides à la fin de l'hiver. L'augmentation des barrages est certes utile, mais ne suffira jamais : Si c'était le cas, il faudrait inonder à nouveau une douzaine de vallées alpines, ce qui est illusoire d'un point de vue économique et pour des raisons de protection du paysage. Le Power-to-X (hydrogène, méthanol, etc.) est encore lié à d'énormes pertes (en raison de la double conversion de l'énergie) et à des coûts gigantesques. Il est possible que dans quelques décennies, des combustibles synthétiques plus développés puissent contribuer à résoudre le problème du stockage mais nous ne pouvons pas miser là-dessus à l'heure actuelle.

« La construction de centrales nucléaires prend beaucoup trop de temps et arrive trop tard pour les problèmes d'électricité actuels. »

Il est vrai que les nouvelles centrales nucléaires arriveront trop tard pour résoudre les problèmes d'approvisionnement à court terme (notamment à partir de 2025, lorsque l'UE réservera 70% de ses capacités de lignes interétatiques à ses propres échanges). Mais la véritable grande pénurie d'électricité risque de se produire dans 20 à 30 ans, lorsque les importantes centrales nucléaires de Gösgen et Leibstadt devront être déconnectées du réseau. Si nous ne voulons pas refaire les mêmes erreurs que dans les années '90 et 2000, le remplacement de ces centrales doit être entrepris MAINTENANT. Par ailleurs, la durée moyenne de construction des 59 réacteurs nucléaires mis en service dans le monde au cours des 10 dernières années était d'à peine 7 ans.

« Les centrales nucléaires ne seront à nouveau envisagées que lorsque des types de réacteurs sûrs auront été développés. Mais dans le meilleur des cas, cela prendra encore de nombreuses décennies. »

Malheureusement, de nombreux politiciens de droite répètent également cette affirmation de la gauche rose-verte, selon laquelle il faut attendre le développement de types de réacteurs plus sûrs avant de pouvoir envisager de nouvelles centrales nucléaires. Mais les types de réacteurs de la génération III+ déjà disponibles aujourd'hui sont encore une fois bien plus sûrs que ceux de Beznau, Gösgen et Leibstadt. Si l'interdiction légale de l'énergie nucléaire était supprimée et si des conditions politiques favorables étaient créées pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, il serait certainement possible de trouver des investisseurs. Car contrairement à ce qui est affirmé, l'électricité produite par les nouvelles centrales nucléaires est bien moins chère que l'électricité solaire et éolienne.